

De l'individu
à l'acteur :
les jeunes
au Maroc

Elizabeth PICARD

Développement
touristique
et société locale
(Haut-Atlas marocain)

Lydie PEZELET

Bulletin d'information scientifique

Directeur de la publication
Michel CAMAU

Rédacteur en chef
Isabelle BERRY

Rédaction
Bernard BIANCARELLI
Raffaele CATTEDRA
Myriam CATUSSE
Mohamed ELLOUMI
Benoît EUGENE
Olivier FENEYROL
Abdelhamid HENIA
Alain JAUVION
Nora LAFI
Susan OSSMAN
Anne-Marie PLANEL
Mehdi REMILI
Raymond ROMANO
François SIINO

Mise en page
Besma OURAÏED

Diffusion
Hayet NACCACHE

Correspondances est publié
par l'Institut de Recherche
sur le Maghreb Contemporain

IRMC - TUNIS
20, rue Mohamed Ali Tahar
Mutuelleville - 1002 TUNIS
Téléphone : (1) 79 67 22
Fax : (1) 79 73 76
Télex : 18080

IRMC RABAT
Ambassade de France
Service Culturel, Scientifique et de Coopération
1, rue d'Annaba - RABAT
Téléphone : (7) 76 96 40
(7) 76 96 41
Fax : (7) 76 89 39

Cette publication ne peut être vendue
Abonnement gratuit sur demande
3500 ex. Groupe Cérès

أبواب "مراسلات" (مواقف بحث، رسالة جامعية و
بحوث بصدد الإنجاز) مفتوحة أمام الأساتذة الباحثين،
وباحثي سلك الدكتوراه الراغبين في المساهمة
بكتابتهم باللغتين العربية والفرنسية يمكن اقتراح
مقالات (من 24 000 إلى 30 000 حرف) على لجنة النشر
التي تتولى الإتصال بالمساهمين.

Les différentes rubriques éditoriales de
Correspondances (*Positions, de Recherche,*
Recherches en cours et Mémoires) sont ouvertes aux
enseignants-chercheurs, chercheurs et doctorants
désireux d'utiliser ce support, dans la langue de
leur choix (arabe ou français).

Les manuscrits (24 000 à 30 000 signes) peuvent
être proposés à la Rédaction du Bulletin qui, dès
réception, prendra contact avec les auteurs.

Correspondances est édité par l'IRMC, à raison
de 10 numéros par an.

Depuis une dizaine d'années, les formations doctorales françaises spécialisées sur le Monde arabe et musulman ont favorisé un renouvellement de la recherche appliquée à cette région, dont on peut mesurer aujourd'hui les effets. L'ouvrage de **Mounia BENNANI-CHRAÏBI** sur les jeunes au Maroc en est l'une des illustrations les plus marquantes.

Elizabeth PICARD a bien voulu en dégager ici les orientations et les apports.

De l'individu à l'acteur : A propos de **Soumis et rebelles les jeunes au Maroc**

par Mounia BENNANI-CHRAÏBI

Paris : Casablanca - CNRS : le Fennec - 1995

Elizabeth PICARD
est directeur de recherche
à l'IREMAM
à Aix-en-Provence. Elle a
notamment publié
*La nouvelle dynamique
au Moyen-Orient.* -
Paris : L'Harmattan, 1993,
216p. ; et, à paraître fin 1995,
Lebanon : The Shattered State. -
New-York :
Holmes et Meier, 236 p.

Politologues, descendez dans les squares ! Ce livre de Mounia BENNANI apporte la preuve (et il en est encore besoin) que le renouvellement et l'approfondissement de l'analyse politique des sociétés arabes méditerranéennes passe par l'observation des faits et l'écoute des acteurs. En d'autres termes, par des semaines d'enquête sur le terrain, micro ou crayon à la main, afin de travailler à partir de documents bruts, de première main et d'actualité - ce qui n'exclut pas, au contraire, la construction réfléchie de son objet d'étude ni son étayage par l'apport de connaissances factuelles et théoriques connexes. Bien sûr, une telle enquête, menée au Maroc, serait difficile à transposer dans bon nombre d'autres régions du Monde arabe, où espace public n'est pas toujours synonyme d'espace de liberté d'expression. Mais la difficulté ne diminue en rien la nécessité d'une telle démarche, sans compter qu'elle ne devrait pas servir d'excuse à des chercheurs pressés ou moins entreprenants.

Plutôt que de se perdre dans des généralisations sur la société marocaine ou sur "les jeunes", M.B. a ciblé le groupe des urbains de 16-30 ans, groupe devenu stratégique par le double jeu de la croissance démographique et de l'exode rural. Elle rencontre Youssef, Leïla ou Khaled, et les fait parler. Au total, trente-sept entretiens de longueur moyenne et d'une grande liberté de ton. Trajectoire familiale, scolaire et professionnelle, choix de vie, questions pratiques ou métaphysiques, attentes et projets : leurs réponses livrent une vision du monde qui les entoure - le monde des grandes villes marocaines qu'ils habitent, mais aussi le monde extérieur, idéalisé ou craint, inaccessible et familier. Avec le dépouillement de près de deux cents procès-verbaux des inculpés à la suite des émeutes de décembre 1990, et surtout à partir des interviews de quatre-vingt quatre des participants au mouvement des jeunes diplômés-chômeurs à Salé en 1991, l'épaisseur sociale d'une génération est restituée dans sa richesse.

En même temps, ce livre ne contient pas de statistiques, ou presque pas, qui, sans être toujours pertinentes, seraient au contraire réductrices. La présentation de situations concrètes tisse une démonstration souple, qui n'esquive pas les contradictions tant à l'intérieur du groupe qu'entre les discours et les pratiques individuelles des jeunes interviewés. Justement, en repérant et en étudiant les *paradoxes* [qui] *frappent au Maroc*, M.B. montre le mouvement de la société avec sa complexité et ses apories : contestation des références et des valeurs "traditionnelles", contraintes et incitations économiques, tactiques et accommodements d'acteurs dont le décor s'effrite et le scénario de vie s'effiloche. La crise n'est jamais loin, que l'accumulation de ces trajectoires souvent chaotiques laisse entrevoir, et dont M.B. dégage les ingrédients : bricolage culturel, tentative de l'ailleurs, renégociation des valeurs musulmanes, mutations des normes sexuelles, affaïssement des solidarités familiales et surtout rétrécissement dramatique du marché de l'emploi. C'est cet interstice, entre valeurs et conduites, entre discours et comportements, où se développe la dynamique du changement, qui constitue le site privilégié d'observation du chercheur.

Une grande part des observations et de l'analyse de M.B. porte en effet sur le discours, mais un discours dont le statut est bien différent de celui des idéologies - fussent-elles contestataires - et des programmes partisans : parole poétisée des slogans, parole ludique des *nukat*, et surtout parole brute de jeunes protégés par l'anonymat et stimulés par la sympathie du chercheur. A cet égard, le choix des squares, du souk, de la rue, et en général de l'espace public, pour sélectionner les interviewés et amorcer les entretiens est particulièrement judicieux, puisqu'il ouvre à chacun un large éventail dans la présentation de soi et permet de jouer sur une variété de registres, "traditionnels" et "modernes". L'un va choisir d'introduire l'enquêteur dans sa famille, l'autre dans son milieu professionnel. L'un fait sentir la pesanteur de son environnement, l'autre se projette à l'extérieur du pays. A chacun est donné par son interlocutrice la possibilité d'*ex-sister*, selon la formulation heureuse de Michel Tournier citée en exergue. Alors que le discours construit des idéologues et des politiciens révèle souvent la pauvreté de son contenu, une fois déshabillé par le sémiologue et le psychanalyste¹, les discours "spontanés" collectés par M.B. recèlent une richesse polysémique, au-delà de leur vocabulaire plus réduit. Surtout, ils collent au mouvement même de la vie de ceux qui les articulent, reflétant, au-delà de leur histoire personnelle, les événements auxquels ils sont confrontés et les tendances de leur groupe social. Ajoutons que ce discours n'est pas composé seulement de mots mais que les postures, le *look* et les attitudes des interviewés composent un riche répertoire que la chercheuse n'a pas laissé échapper, rendant avec bonheur l'épaisseur de la quotidienneté. A cet égard, avant de débattre du thème de l'*individu*, central dans la recherche de M.B., on peut remarquer l'adhésion de celle-ci à l'*individualisme méthodologique* (ceci étant sans lien logique avec cela), puisqu'elle a choisi d'expliquer des phénomènes collectifs à partir de l'analyse de stratégies et de comportements individuels.

C'est donc une qualité de ce livre qu'il contienne des descriptions minutieuses, comme celle des journées d'émeute de 1990 ou celle de l'organisation spatiale et administrative des protestataires retranchés dans un complexe artisanal à Salé en 1991. Combien significatifs sont par exemple ces multiples indices témoignant de l'intériorisation des valeurs collectives marocaines (en tête desquelles la monarchie et l'islam), et de leur respect, par un groupe en révolte : pour protester contre un système qui les lèse et obtenir le changement, ces jeunes choisissent consciemment de se placer à l'*intérieur* de ce système. La chronique des mois d'été 1991 fait apparaître une étroite imbrication entre la dynamique interne d'un mouvement social et les étapes de sa négociation avec le pouvoir. Cette approche féconde rappelle, entre autres, celle utilisée par Robert HUNTER, observateur et analyste de l'*Intifadha* palestinienne² : plus encore que la compréhension de la crise et de ses enjeux, elle offre une vision à la fois intérieure et dynamique de ses acteurs - ici, les jeunes diplômés urbains.

Justement, en présentant la partie de son enquête consacrée à la sexualité des jeunes, M.B. discute de certains problèmes méthodologiques liés à la pratique de l'entretien semi-directif, à l'utilisation de questions ouvertes, ainsi qu'au maniement pluriel des langues (marocain, arabe littéral, français et espagnol) par les interviewés. Etant donné, explique-t-elle, qu'*enquêteur et enquêté ne sont pas sûrs de parler de la même chose... cela permet à l'interviewé de redéfinir la question en fonction de son espace du pensable et au chercheur de se placer du point de vue de la personne interrogée, de tenter de se dégager autant que possible d'une approche "normativiste"* (p.101). C'est dire combien est délicat le dosage entre la restitution respectueuse du message de l'interviewé et le travail de déconstruction, inévitablement iconoclaste, qui doit être celui du chercheur en sciences sociales. L'intervention de M.B. est repérable en amont, lorsqu'elle bâtit un questionnaire nourri à la fois de ses propres interrogations (sur la consommation des médias, en particulier), et de deux pré-enquêtes qui lui ont permis d'entrevoir les *phénomènes de décomposition et recombinaison* des pratiques des jeunes et de leurs systèmes de représentations (p. 23). Ensuite, en aval de l'enquête, elle décode et organise les matériaux en les replaçant dans un contexte qu'elle connaît de l'intérieur et en les nourrissant d'un savoir comparatiste, qui fait référence aux grands travaux sur le Maroc³, tout en se plaçant à l'école de la sociologie et de l'anthropologie⁴ et en s'inspirant d'une réflexion politologique renouvelée⁵.

parfois suivi et ils l'ont thématiqué, qu'il s'agisse de commémoration, de patrimonialisation ou de production de mémoire. Ils ne l'ont pas inventé. Celui d'entre nous qui est allé le plus loin dans l'exploration de ce rapport très particulier au passé, c'est, bien sûr, Pierre Nora, qui a réussi à entraîner cent trente de ses collègues dans l'immense chantier des *Lieux de mémoire* : sept volumes publiés entre 1984 et 1992, plus de cinq mille pages ; il s'agit là d'une entreprise importante, celle qui a le plus résolument affronté ce tournant de la mémoire. Mais comme Nora l'a très lucidement reconnu, le projet a été déformé par son succès même et, plus profondément, par l'attente qu'il a révélée. D'un échantillonnage des lieux et des formes de la synthèse républicaine, qui composent la matière du premier volume - intitulé *La République* justement -, on est passé, trois ans plus tard, au repérage des articulations de la *Nation*. Avec les trois derniers, énormes volumes, les *France*, les lieux se sont encore multipliés et surtout ils se sont dispersés. Ils ne constituent plus seulement « l'ossature d'une histoire », pour reprendre la formule de P. Nora, mais une vaste tentative de sauvetage de « fragments d'expérience soustraits au temps ». Une saisie de la durée sociale et sensible qui, comme le suggère finement F. Hartog, peut évoquer la *Recherche* proustienne. Mais la mise en évidence de cette mémoire éclatée est porteuse d'autres effets encore. Elle tend à faire de « chacun l'historien de soi ». Contre-épreuve de cette mutation majeure : entre le premier et les derniers volumes des *Lieux*, le terme de « lieu de mémoire » est entré dans la langue commune. Accueilli par le *Robert*, repris par l'administration de la culture, il sert désormais à désigner en vrac tout ce qu'il importe de sauver de l'oubli ou de la destruction. Tout est aujourd'hui, tout peut être, tout peut devenir un jour lieu de mémoire.

Le moment que je décris sommairement, et qui nous cerne, n'est pas propre à la France. On pourrait lui trouver des parallèles dans bien des sociétés. Il a pourtant pris en France une dimension remarquable et, je crois unique, parce que, d'une certaine manière, il y est venu rompre assez brutalement avec une tradition très ancienne et peut-être unique de l'histoire nationale - de « l'histoire de France », comme on avait l'habitude de l'appeler. C'est sur cette tradition que je veux maintenant m'arrêter un instant.

Il faut bien le reconnaître : la France entretient avec son passé d'étranges rapports, tout à la fois impérieux et inquiets. Depuis le Moyen Âge, le roman de la nation a été en charge d'une triple fonction : il lui revenait d'affirmer une identité ; il a servi à garantir une continuité ; il a conforté une communauté de destins. Dans les moments heureux, l'histoire de

France se donnait volontiers en exemple. Dans le malheur et l'adversité, elle pouvait servir de recours - et elle a effectivement servi de recours. Sur ces trois termes : identité, continuité, communauté, et sur leur entrelacement périodiquement réagencé, une articulation du temps et de l'expérience historiques a reposé pendant des siècles. Il vaut la peine de s'y arrêter un instant.

Identité. L'identification de la France à une personne a été remarquablement précoce. Colette Beaune a montré comment elle a tendu à prendre figure humaine - *Domina Francia* - au moment où l'histoire de France commençait à s'autonomiser comme genre. En 1274, Primat l'exprime au début des *Grandes chroniques* : « Et quoique cette nation soit fière et cruelle contre ses ennemies, selon ce que le nom signifie, elle est miséricordieuse envers ses sujets et ceux qu'elle soumet... Aussi ne fut-elle pas sans raison *dame renommée* sur les autres nations ». Au fil du temps, l'allégorie s'est incarnée davantage encore. On commente la France, on la recherche, on la console, on l'exalte, on l'interpelle - avant de prétendre, plus récemment, la regarder au fond des yeux. Nul, bien sûr, n'a mieux que Michelet su donner corps à cette projection collective qui l'a fasciné - parfois jusqu'au vertige : « L'Angleterre est un Empire ; l'Allemagne est un pays, une race ; *la France est une personne. La personnalité, l'unité, c'est par là que l'être se place dans l'échelle des êtres* » (*Tableau de la France*, 1831). Et, dans un autre texte célèbre, évoquant sa vision prophétique de Juillet 1830 : « Dans ces jours mémorables, une grande lumière se fit et j'aperçus la France... *Le premier, je la vis comme une âme et comme une personne* ».

Continuité. Cette imagination organiciste - mieux, biographique -, longuement relayée et méditée à travers les siècles, a été une manière décisive d'exprimer et d'affirmer la continuité essentielle du destin français. Aux enfants de la Troisième République, le *Petit Lavis* (1884) enseignait une anecdote édifiante dont Jeanne d'Arc était l'héroïne : « Un jour, pour relever le courage de Charles VII, elle lui parla de Saint-Louis et de Charlemagne. Ainsi, cette fille du peuple *savait que la France existait depuis longtemps* et que son passé était plein de grands souvenirs ». Aux maîtres d'école d'un pays humilié par la défaite de 1870, il revenait de trouver dans l'histoire, à l'intention de leurs élèves, les mêmes ressources morales et la même confiance que la bergère avait su y puiser selon cette fable édifiante. En fait, c'est toute l'historiographie de la France qui, depuis l'origine, s'est employée à produire et à imposer la généalogie qui rend possible un tel recours. On rencontre en ce point l'importance décisive du récit

évite une dérive asociale, empêche la constitution d'une masse anomique en totale rébellion (p. 158). Mais son rôle n'est plus qu'un rôle d'appoint car ses liens se relâchent et ses ressources diminuent. Qu'ils soient séparés de leur famille physiquement, par leur mode de vie, ou par leur système de valeurs, nombre des jeunes urbains interrogés par M.B. ont quitté la constellation communautaire pour fonctionner dans un univers social dont l'unité de base est l'individu. Plus nombreux encore sont ceux qui *négoçient* dans l'entre deux, et le nouvel espace hybride qu'ils sont en train de construire est potentiellement un espace de production du politique tout à fait original¹⁰.

Ensuite, les constructions communautaires sont traversées par des dynamiques culturelles nouvelles, impulsées par la diffusion de modèles individualistes exogènes, généralement occidentaux : recherche de promotion personnelle, désir d'anonymat pour échapper au contrôle du groupe, notamment en matière de vie sexuelle et de pratique religieuse, tentation de l'émigration et même de changement d'identité. [Si j'avais pu sortir], répond Mustafa à M.B., *je ne serais pas là en train de te parler, je serais resté à l'extérieur, j'aurais tout fait, changé de nationalité...*(p. 160). L'influence de valeurs occidentales décalées par rapport aux modèles culturels communautaires ou en contradiction avec eux laisse le jeune citoyen profondément tiraillé entre le désir de se distancier de son groupe d'appartenance et la volonté de reconstruire positivement sa relation à la communauté. Curieusement, le pays du monde arabe qui ressemble le plus au Maroc sur ce point est le Liban. L'un et l'autre se sont largement ouverts aux influences d'une Europe dont ils sont proches géographiquement ou historiquement. Le métissage qui est résulté de cette familiarité joue certainement un rôle important dans la création intellectuelle et artistique, dans la stimulation de l'esprit d'entreprise, peut-être aussi dans le refus du conformisme "nationaliste arabe" en politique étrangère. Mais la grande différence du point de vue des Etats est qu'au Maroc il enrichit une identité nationale forte tandis qu'au Liban il a contribué à saper les fondements d'une identité nationale contestée¹¹.

Du point de vue des individus, la pluralité des univers de sens et la variété des contextes dans lesquels ils se meuvent quotidiennement (entre la mosquée et les informations de CNN, entre la maison familiale et la plage parcourue par des touristes, etc.) les amènent à bricoler, à réinterpréter, à se réapproprier des objets culturels et des valeurs en se détachant des cadres de référence originaux¹². Paraphrasant le titre du célèbre ouvrage de POPKIN¹³, on pourrait dire que les jeunes citoyens marocains sont des "mutants rationnels" de plus en plus habiles à opérer les choix que leur dicte la conception de leur intérêt personnel. Sur ce point, pourrions-nous suggérer, ils sont emblématiques de toute une génération affrontée à la complexité d'un monde "post-moderne" de part et d'autre des rives de la Méditerranée.

Naissance du sujet ?

M.B. remarque avec justesse que les contradictions et les réajustements de la modernisation *font exister* un individu jusqu'alors enfermé dans la gangue communautaire. Ils le font avec d'autant plus d'efficacité que la propulsion à l'individualisme, et même à l'égoïsme (autre terme que DÜRKHEIM emploie indifféremment), est forte au Maroc au point d'y produire des *effets pervers* (p.68) lorsqu'il est associé à un matérialisme montant et dans un contexte de crise.

Plus que la reconnaissance de l'existence de l'individu, l'enjeu des mutations en cours est d'ailleurs son passage au statut de *sujet*. Là encore, la comparaison avec le Liban est stimulante. Elle peut s'appuyer sur une réflexion du juriste et politologue Nawaf SALAM qui démontre, nombreuses illustrations à l'appui, que *nonobstant la permanence du fait communautaire.. c'est aussi une accélération des processus d'individuation au Liban que l'on observe depuis plus d'un siècle*¹⁴. Cette affirmation de l'individu n'est pas suffisante, remarque N. SALAM, puisqu'en même temps, sa non reconnaissance dans la sphère politique (au Liban, en raison de l'adoption constitutionnelle du communautarisme politique), entrave l'épanouissement de sa citoyenneté¹⁵. On retrouve, exprimées autrement, les questions traitées dans la troisième partie du livre de M.B. : comment s'opère (ou ne s'opère pas) le passage au politique de ces jeunes urbanisés ? Le système

traditionnel marocain, où l'ordre du *Makhzen* s'impose non pas au détriment de l'organisation segmentaire et communautaire des rapports sociaux, mais, bien au contraire, comme élément fonctionnel de celle-ci¹⁶, peut-il reconnaître l'individu comme sujet de son destin politique ? Et sous quelles formes peut alors s'opérer la mobilisation des nouvelles générations ?

En première analyse, la croissance de l'individualité ne s'accompagne pas d'une affirmation des acteurs dans le champ politique. Certes, les interviewés disent *je*. Ils sont conscients de la singularité de leur destin par rapport à leur famille, à leurs condisciples ou à leurs collègues de travail. Mais ils envisagent les solutions à leurs problèmes comme des solutions *individuelles*, d'autant plus qu'ils ont le sentiment d'être bloqués injustement et illégitimement par un système politique tenu pour incapable de gérer le bien public. Les partis et leurs programmes, les élections et les gouvernants, l'Etat en tant que gestionnaire du bien public, ne suscitent chez eux que crainte et indignation. Les jeunes urbanisés considèrent presque unanimement la politique comme une activité ésotérique, confisquée par des élites restreintes, pire, comme *une source incommensurable de malheurs* (p. 181). Même si M.B. rappelle la puissance du sentiment national au moment de l'indépendance, ou l'unanimité suscitée par la question du Sahara, elle ne s'attarde pas à l'histoire d'un processus de désaffection politique, généralisé en quelques décennies dans le Monde arabe¹⁷. Elle analyse plutôt la dimension sociale du phénomène, les limites de la redistribution clientéliste, le développement de la corruption, les dérives anomiques d'une génération privée de lien social, généralement apathique mais agitée par des sursauts de révolte. Or, sur ce thème, encore plus que la perspective historique, la perspective sociologique se prête à des comparaisons éclairantes.

On ne s'étonne pas que le modèle construit par M.B. fonctionne également en Jordanie où, comme au Maroc, la crise du Golfe a rebondi sur la crise sociale¹⁸. On ne s'étonnerait pas non plus de le voir se reproduire un jour en Syrie, où le corporatisme d'Etat sert provisoirement de substitut à la participation politique¹⁹. Avec l'Algérie, aussi, la comparaison s'impose, d'autant que la logique de forclusion du politique y est conduite à l'extrême. Mais au-delà de l'espace politique arabe, c'est un modèle dont on pourrait retrouver nombre de caractéristiques dans des sociétés aujourd'hui ébranlées par l'effacement de l'Etat redistributeur et par l'imposition de politiques économiques libérales, y compris dans des pays du nord de la Méditerranée. La concomitance d'une diminution des ressources publiques, de l'aggravation visible des écarts de revenus et de l'arrivée sur le marché du travail de classes d'âge plus nombreuses, suscite partout les types de conduite repérés chez les jeunes Marocains : la dérive des exclus vers une non-vie, l'irruption violente sur la scène publique²⁰, ou encore leur recours à des stratégies alternatives, à l'économie informelle, souvent de nature criminelle (contrebande, trafic de drogue...). Sans sous-estimer la capacité de certains acteurs de la base à *réinventer le capitalisme*²¹ pour répondre aux défis de la dérégulation, force est de constater, avec M.B., que nombre de laissés-pour-compte n'envisagent leur expression qu'à travers des affrontements physiques (pp. 228-229) et que, dans leur discours comme dans leurs conduites, *exclusion et non-participation* se rejoignent.

Vers un renouvellement du politique

Ce tableau très sombre n'a rien pour surprendre. Pourtant, comme on l'a observé en commençant, M.B. est allée au-delà, en enquêtant sur le terrain et affinant ses analyses. La vitalité et l'originalité des dynamiques qu'elle a observées démentent l'impression globale d'apathie, même si elles ne lui permettent pas de déboucher sur des perspectives optimistes. L'exemple qu'elle retient montre qu'il suffit d'un déclic (circonstances fortuites, dimension personnelle) pour que la somme des stratégies individuelles se cristallise en un mouvement social. Né d'une exaspération de diplômés menacés de marginalisation, démarré au sein d'un groupe exposé aux dysfonctionnements de l'administration (ce ne sont pas les occasions qui manquent !), à l'origine non structuré et inexpérimenté, *le mouvement de Salé* (pp. 255-281) a pris tous les ingrédients d'un mouvement politique dans le sens plein du terme. Plus que son succès - tout relatif, puisqu'il a obtenu plus de promesses sur l'emploi des jeunes que d'emplois - c'est son innovation en matière de pratique politique qui constitue un événement et suscite, là encore, des réflexions comparatives.

Depuis des décennies, la soumission et l'insolence privée (la *hiba* et la *siba*) ont tenu lieu de réponse populaire à l'exercice du pouvoir, si bien que l'observateur est tenté d'en conclure à la *non-participation* politique de la société au Maroc. Peut-être serait-il plus opérant d'analyser des pratiques aussi variées allant de la récupération d'avantages clientélistes à la corruption, l'escapisme et à l'émeute urbaine, et initiées "par le bas" - c'est-à-dire par les cadets, les subordonnés, la masse... - , comme le signe d'une intériorisation de la *problématique légitime imposée par les groupes sociaux dominants*²². Les jeunes du mouvement de Salé n'opèrent pas un passage au politique mais à la mobilisation politique. L'originalité de leur mouvement est de ne pas rejeter le système de valeurs et le cadre constitutionnel au Maroc, mais de renverser la problématique en *prenant au piège le Makhzen* (p. 254), devenu à son tour vulnérable. Les armes utilisées par les jeunes retranchés dans le complexe de Salé sont les armes mêmes de la modernité - celle d'une problématique du droit (de la *rule of law*, plus exactement) et celle de la médiatisation, qui permettent au *sujet*, ayant rompu son isolement individuel, de *se métamorphoser en citoyen* (p. 280).

Cette belle démonstration (par les jeunes de Salé, mais aussi par M.B.) est cependant éphémère. Elle paraît singulièrement isolée pour pouvoir exprimer le développement d'une dynamique démocratique qui, au demeurant, ne procédera pas mécaniquement du triomphe de l'économie libérale. Des mouvements de ce type peuvent difficilement acquérir une dimension politique sans s'exposer à une récupération et une neutralisation par un régime qui a fait de la cooptation un véritable art. Les conditions et les souhaits que M.B. énumère dans ses pages de conclusions indiquent l'ampleur du chemin à parcourir, même si, dans cet épisode, le fonctionnement politique du Maroc était plus proche de celui des démocraties imparfaites de l'Occident (on pense à la *Coordination lycéenne et étudiante* de 1986 en France) que de celui d'une majorité de régimes du Monde arabe.

Reste à savoir comment et dans quelle mesure la re-mobilisation des jeunes peut s'opérer durablement hors du cadre de l'idéologie islamiste, même si M.B. note (p. 186) les limites actuelles d'une *mobilisation hors système* par les mouvements fondamentalistes proches des Frères Musulmans au Maroc²³. Face au régime dont la légitimité n'est guère entamée, les jeunes Marocains manifestent une absence d'adhésion idéologique qui signifie à la fois liberté d'initiative et fragilité du sens de leur mouvement. Elle pourrait les prédisposer à utiliser le référent islamique²⁴, d'abord dans un objectif de revalorisation individuelle²⁵, ensuite dans le désir de recréer une communauté qui prenne en charge et structure leurs aspirations au mieux-être. A cet égard, on ne peut qu'être frappé de la similitude des données sociologiques et psychologiques relevées par Farhad KHOSROKHAVAR chez les jeunes *Modjâhédine*, les membres du *Hezbollah* et les *Bassidjes* de la République islamique : présence majoritaire sur la scène publique, structure mentale homogénéisée par la modernisation, rapport conflictuel aux générations antérieures, solitude et frustration, et enfin changement radical du rapport au pouvoir politique²⁶. Nonobstant les différences du cadre politico-juridique, on a là des caractéristiques présentes, à un degré ou un autre, dans l'ensemble de l'espace méditerranéen et moyen-oriental. Au Maroc, la mutation générationnelle et la rencontre des cultures produisent des effets moins radicaux mais tout aussi complexes que dans l'Iran révolutionnaire ou l'Algérie en guerre. C'est dire l'enjeu actuel, et l'intérêt de son analyse. Politologues, descendez dans les squares !

Elizabeth PICARD

- NOTES**
- 1 Voir le travail de thèse d'Olivier CARRE - *La Légitimation islamique des socialismes arabes. Analyse conceptuelle combinatoire de manuels scolaires égyptiens, syriens et irakiens*. - Paris : Presses de la FNSP, 1979. Une lourde analyse conceptuelle combinatoire lui permet de confirmer la dimension musulmane des idéologies nassérienne et ba'ithiste. Voir aussi les travaux de Marlène NASR ABOU CHEDID sur Nasser dans la revue *Mots*, Paris : Presses de la FNSP.
 - 2 HUNTER F.-R. - *The Palestinian uprising - a war by other means*. - Berkeley : University of California press, 1991.
 - 3 Entre autres ADAM A. - *Une enquête auprès de la jeunesse musulmane du Maroc*. - Aix-en-Provence : La Pensée universitaire, 1963 ; GEERTZ C. et alii - *Meaning and order in Moroccan society*. - Cambridge : Cambridge university press, 1979 ; LEVEAU R. - *Le Fellah marocain défenseur du trône*. - Paris : Presses de la FNSP, 1976 ; et les travaux du CRESM, en particulier CAMAU M. (dir.) - *Changements politiques au Maghreb*. - Paris : CNRS, 1991 ; et SANTUCCI J.-CL. (dir.) - *Le Maroc actuel. Une modernisation au miroir de la tradition ?* - Paris : CNRS, 1992.
 - 4 HABERMAS J. - *L'espace public*. - Paris : Payot, 1978 ; BALANDIER G. - *Le Détour. Pouvoir et modernité*. - Paris : Fayard, 1985 ; et TOURAINE A. - *Critique de la modernité*. - Paris : Fayard, 1992.
 - 5 BAYART J.-F. - "L'énonciation du politique", *RFSP* 35 (3), 1985 ; MARTIN D.-C. - "Des identités en politique. Le choix d'identité", *RFSP* 42 (4), 1992.
 - 6 BOUDON R. et BOURRICAUD F. - "Individualisme", in *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris : PUF, 1994 (1982), p.303. Les deux ouvrages d'Emile DURKHEIM auxquels il est fait référence sont *De la division du travail social*. - Paris : PUF, 1967 (1893) ; *Le suicide, étude sociologique*. - Paris : PUF, 1960 (1897).
 - 7 LERNER D. - *The Passing of traditional society : modernizing the Middle East*. - New York : The Free press, 1958.
 - 8 Voir la partie intitulée "La ville, espace de sociabilité", pp. 83-154 du numéro spécial de *Maghreb-Machrek, Monde arabe, villes pouvoirs, et sociétés* (n°143, janvier-mars 1994) sous la dir. de J.-Ch. DEPAULE. Voir aussi BEYHUM N. et DAVID J.-Cl. - "Pour une problématique de l'espace public au Moyen-Orient. Le cas de Beyrouth et Alep", *Les Cahiers du CERMOC*, n° 8, *Du privé au public. Espaces et valeurs du politique au Proche-Orient*, Beyrouth : CERMOC, 1994, pp. 161-171.
 - 9 FARGUES Ph. - "Explosion démographique ou rupture sociale ?", in *Démocratie sans démocrates*, sous la dir. de Gh. SALAME - Paris : Fayard, 1994, p. 194. En parlant d'ordre néo-patriarcal, Philippe FARGUES fait référence à l'ouvrage de Hisham SHARABI - *Neopatriarchy : a theory of distorted change in Arab society*. - Oxford : Oxford University press, 1988, dans lequel l'auteur dénonce l'adaptation distordue des valeurs occidentales par les Etats arabes, productrice de dépendance et de sous-développement et cause de la "schizophrénie petite-bourgeoise" des populations.
 - 10 On pense, à l'autre extrémité du Monde arabe, dans le contexte plus traditionnel et conservateur du Koweït, aux utilisations diversifiées de la *dîwâniyya*, entre *logique individualiste* et *logique de groupe*. Cf. DAZI-HENI F. - "La diwaniyya, espace exemplaire d'une pratique sociale : lieu de production du prestige", in *Du privé au public*, op. cit., pp.60-61.
 - 11 MOUAWIYEH R.-J. - *L'Identité socioculturelle libanaise et ses représentations. Etude d'une population immigrée à Paris*. - Thèse de doctorat en sociologie, Paris, EHESS, 1994, non publiée.
 - 12 Voir les présentations de plusieurs recherches sur ce thème, dont celle de Mounia BENNANI, à la Journée d'étude *La mondialisation vue par les pauvres. Hypothèses sur le temps mondial*, organisée par Zaki LAIDI au Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (Paris) le 29 mai 1995.
 - 13 POPKIN S. L. - *The rational peasant. the political economy of rural society in Vietnam*. - Berkeley : University of California press, 1979. S. L. POPKIN s'attache à démontrer qu'au sein de relations communautaires le paysan du Tonkin détermine sa stratégie économique à partir d'un calcul *individuel*.
 - 14 SALAM N. - "Individu et citoyen au Liban", in *Le Liban aujourd'hui*, sous la dir. de F. KIWAN - Paris : CERMOC/CNRS, 1993, p. 138.

- 15** LECA J. - "Individualisme et citoyenneté", in *Sur l'individualisme*, sous la dir. de P. BIRNBAUM et J. LECA - Paris : Presses de la FNSP, 1991 (1986), pp. 159-209.
- 16** BADIE B. - "Communauté, individualisme et culture", in *Sur l'individualisme*, op. cit., p. 128.
- 17** Une interrogation qui est celle de Ghassan SALAME, "Sur la causalité d'un manque : pourquoi le monde arabe n'est-il donc pas démocratique ?" *RFSP* 41 (3), 1991.
- 18** AMAWI A. - "Democracy dilemmas in Jordan", *Middle East Report* 174, janvier-février 1992, pp. 26-29.
- 19** PERTHES V. - "Syrie : les élections de 1990. Mise en place d'une chambre corporatiste", *Maghreb-Machrek* 137, juillet-septembre 1992, pp. 3-14. LOBMEYER H. G. - "Al-dimuqratiyya hiyya al-hall ? The Syrian opposition at the end of the Asad era", in *Contemporary Syria. Liberalization between cold war and cold peace*, sous la dir. de E. KIENLE - Londres : British Academic press, 1994, pp. 81-96.
- 20** Cf. *Le phénomène de la violence politique : perspectives comparatistes et paradigme égyptien*. - Le Caire : Dossiers du CEDEJ, 1994.
- 21** BAYART J.-F. (dir) - *La réinvention du capitalisme*. - Paris : Karthala, 1994. Certains des interviewés de M.B. (Lahcen, le commerçant d'Agadir qui s'est spécialisé dans la clientèle touristique ; Slimane qui vend au souq de Tétouan de la Hi-Fi importée de Ceuta ; et Mustafa, qui *deale* du haschich à Tanger) illustrent bien les cheminements insolites de l'économie de marché dans un pays à l'économie faiblement intégrée qui subit le choc de la dérégulation.
- 22** BAYART J.-F. - "L'énonciation du politique", *RFSP* 35 (1), 1985, *Passage au politique*, pp.343-372.
- 23** Ce que confirme Abderrahim LAMCHICHI. - "Etat, légitimité religieuse et contestation islamiste au Maroc", *Confluences Méditerranée* 12, automne 1994.
- 24** C'est une caractéristique relevée par Malika ZEGHAL parmi la génération des jeunes Islamistes égyptiens au début des années 1990. Cf. ZEGHAL M. - "La jeunesse intellectuelle cairote. Effets de génération et recomposition du champ intellectuel égyptien", in *Exils et royaumes*, sous la dir. de G. KEPEL - Paris : presses de la FNSP, 1994, p. 222.
- 25** IBRAHIM S. - "Anatomy of Egypt's militant islamic groups", *IJMES* 12, 1980. Cette démarche des Islamistes portant dans un premier temps sur la revalorisation personnelle du jeune militant est corroborée dans la "conclusion", in *L'Algérie dans la guerre*, sous la dir. de R. LEVEAU - Bruxelles : Complexe-CERI, 1995, pp. 137-138.
- 26** KHOSROKHAVAR F. - *L'utopie sacrifiée. Sociologie de la révolution iranienne*. - Paris : Presses de la FNSP, 1993, pp. 106-108.

La rubrique RECHERCHE EN COURS renoue ici avec l'un de ses objectifs majeurs qui est de rendre compte des travaux de jeunes chercheurs.

Elle accueille un texte de **Lydie PEZELET** qui poursuit à l'Institut de Géographie Alpine de l'Université de Grenoble une thèse de doctorat sur **Les processus de production spatiale dans le Haut-Atlas central marocain** (direction de recherche : Nadir Boumaza). Cette recherche s'inscrit dans la continuité d'un mémoire de DEA de géographie soutenu en 1993 et intitulé **Développement touristique dans le Haut-Atlas marocain et pratiques socio-spatiales des populations autochtones**.

Dans sa note, Lydie PEZELET aborde la question du changement social à partir d'une interrogation sur la confrontation de deux logiques socio-spatiales, touristique et autochtone, dans le Haut-Atlas central marocain. Cette confrontation s'établit dans le cadre du développement des gîtes d'étape chez l'habitant. L'auteur situe, en outre, son travail dans une réflexion plus large sur la discipline géographique et sur les outils méthodologiques et théoriques auxquels elle a personnellement recours.

Développement touristique et société locale dans le Haut-Atlas central marocain : quelle production spatiale autochtone ?

Lydie PEZELET est doctorante à l'Institut de Géographie Alpine de l'Université de Grenoble et allocataire de recherche du MENESRIP, rattachée au Laboratoire de la Montagne Alpine (LAMA).

Le changement social et la perdurance de la structure sociale peuvent-ils être appréhendés par l'étude de la production spatiale¹ de la société ?

Qu'advient-il notamment d'une société autochtone, lorsque certains lieux de son espace pratiqué et représenté semblent faire l'objet d'une conquête spatiale de la part d'une logique sociale exogène ?

Les sciences humaines et sociales ont montré combien la connaissance du sens de l'espace d'une société pouvait nous renseigner sur son identité socio-culturelle, sur sa spécificité structurelle. Ainsi, non seulement l'espace puiserait son sens et sa forme (due à l'action de l'homme sur son environnement) dans la structure sociale, mais plus encore, il serait en même temps indispensable à l'existence spécifique de cette dernière : *Toutes les sociétés... ont affaire avec l'étendue, c'est-à-dire que toutes sont situées dans l'espace, dans un espace qu'elles particularisent et qui les particularise... La relation à l'espace est ainsi, pourrait-on dire, universellement garante de la particularité des identités. Ce qui veut dire que la "dimension spatiale" ne peut être saisie directement ; elle ne se manifeste que dans l'intimité des systèmes et des structures sociales, dans l'intimité des dispositifs symboliques et elle ne peut livrer son universalité que dans la mise en évidence des opérations que, toutes sociétés comparées, on pourrait tenir pour des universaux* (F. PAUL LEVY, M. SEGAUD, 1983).

Par ailleurs, la rencontre inter-culturelle entre une société dite locale ou indigène et une société globalisante à l'exemple de la société étatisée, capitaliste et industrielle du monde moderne occidental, est couramment appréhendée comme l'occasion d'un rapport de force socio-économique et culturel favorable à la société globale mais néfaste à la société locale, société dominée, menacée de déstructuration, d'asservissement et de disparition plus ou moins progressive et complète². Il n'est pas sûr toutefois, que cette vision rende compte de la complexité effective des phénomènes de confrontation socio-culturelle ainsi que des mouvements de la structure sociale des sociétés, entrées plus ou moins volontairement, violemment et soudainement, en contact les unes avec les autres.

La société locale montagnarde et berbère du Haut-Atlas Central marocain est, aujourd'hui, à la fois le théâtre et l'une des parties prenantes de ce qui peut apparaître comme le dernier épisode ou avatar en date du processus d'ouverture (et d'asservissement ?) de cette société locale au monde extérieur (M. SURRE, 1986),

processus en marche depuis l'émergence du «caïdalisme» encouragé par le pouvoir monarchique au sein des confédérations tribales de l'Atlas et du Sud marocain à la fin du XIX^e siècle et aboutissant à la progressive soumission, politique et territoriale, de la société berbère au *Makhzen*, via la colonisation puis l'établissement d'un Etat indépendant) : il s'agit de la mise en valeur et de l'exploitation du territoire et de la société autochtones par un mouvement touristique exogène issu de l'engouement récent des sociétés occidentales urbaines pour le *trekking* (randonnée pédestre en terre exotique...) et plus généralement pour les sports dits de nature et d'aventure.

A l'initiative d'une personnalité française ayant eu de hautes responsabilités techniques et administratives à l'époque protectorale et connaissant par ailleurs très bien la région, l'activité touristique dans le Haut-Atlas Central a fait l'objet, de 1982 à 1994, de programmes d'encadrement, conçus et mis en oeuvre par le biais d'une action de coopération entre la France et le Maroc. L'idée était de développer un tourisme doux, diffus, intégré à la vie sociale autochtone (participation des habitants à l'activité touristique et retombées économiques sur la vie locale) mais aussi un tourisme non violent à l'égard de l'environnement.

Remarquons le paradoxe qu'il y a à vouloir créer, par le haut, un tourisme intégré à la vie sociale autochtone... Certes, l'inscription du tourisme dans l'activité socio-économique locale existait avant la mise en place de ces programmes et l'on pouvait penser que ces derniers, en officialisant une activité antérieure et informelle, contribueraient à son épanouissement. Mais en réalité rien n'est moins sûr. Nos investigations semblent indiquer que l'encadrement de la population locale dans la perspective de l'activité touristique ne va pas toujours dans le sens d'une réelle compréhension des pratiques autochtones, ni dans celui d'une réelle intégration sociale de cette activité économique. Le contenu de ces programmes prend-il réellement en compte, comme il l'affirme, les aspirations ou les attentes de la population locale ? Là encore, ce n'est pas sûr.

Parmi les infrastructures touristiques suscitées par le programme officiel de développement touristique, le gîte d'étape chez l'habitant est apparu aux yeux des responsables comme la structure d'hébergement «en dur» la plus satisfaisante pour de nombreuses raisons. Raison économique tout d'abord : cette prise en charge par les habitants de l'aménagement des structures d'hébergement est peu coûteuse pour l'Etat³. De plus, cette forme d'hébergement est sensée correspondre *a priori* à l'une des pratiques sociales spécifiques de la culture autochtone (qui n'a pas à l'esprit la légendaire «hospitalité berbère»?) tout en garantissant un minimum d'exotisme et d'authenticité au client. Enfin, ces infrastructures aménagées chez l'habitant devaient être peu visibles dans le paysage haut-montagnard des fonds de vallées, réalisant ainsi l'intégration architecturale si chère au voyageur du monde moderne en mal d'harmonie paysagère.

L'infrastructure du gîte d'étape officiel chez l'habitant se caractérise, au moins théoriquement, par un certain nombre d'équipements de confort et de sécurité ainsi que par l'aménagement de lieux pour la réception proprement touristique : salle(s) à manger, chambre(s), cuisine, toilettes, douches... Les conditions générales d'homologation officielle du gîte d'étape exigent également que la personne chargée de l'accueil ait une compétence minimale : *elle doit avoir suivi un stage de formation spécifique où seront abordées notamment les questions relatives à l'accueil, à l'hygiène et à la diététique..., parler arabe et au moins une langue étrangère..., être en mesure de servir des repas simples et de cuisiner la nourriture de ses clients.*⁴

L'existence des gîtes d'étape officiels ne doit pas faire oublier la préexistence de quelques gîtes non officiels, dès le milieu des années soixante-dix, dans le Haut-Atlas Central. L'histoire de leur mise en place est souvent une belle histoire d'amitié... et d'intérêts partagés, entre un villageois de ces hautes vallées et un guide européen proposant des randonnées dans la montagne marocaine. Le premier loue ses services au second et à ses clients, pour les guider et les héberger, tandis que le guide apporte au villageois conseils et revenus, afin qu'il puisse équiper sa maison avec un minimum d'infrastructures de confort pour l'accueil des clients et parfois lui prodigue une véritable formation de base pour l'accompagnement des touristes en montagne. En fait, très peu de villageois ont été les élus de cette

rencontre peu ordinaire, association à but lucratif donnant souvent l'impression d'une sorte de parrainage inter-culturel de la part du guide étranger.

**Infrastructures
touristiques et conquête
territoriale**

A l'échelle locale...

Dans le Haut-Atlas Central, seuls vingt-six gîtes d'étape, sur un total de soixante-quatre, sont conformes aux principales normes édictées par le Ministère du Tourisme. Ils sont donc homologués et classés, tandis que les gîtes non conformes fonctionnent officiellement en tant que gîtes non classés.

La répartition de ces gîtes d'étape dans l'espace local est loin d'être homogène. On remarque, en effet, une concentration le long de certaines vallées du Haut-Atlas Central. La vallée des Aït Bouguemez, qui est notre terrain d'étude, concentre pas moins de trente cinq gîtes d'étape sur une trentaine de kilomètres de longueur ! Cette concentration peut s'expliquer par une fréquentation touristique ancienne et croissante de la vallée, par l'implantation dans cette commune rurale d'une infrastructure essentielle à la mise en oeuvre sur le terrain du programme de développement touristique du Haut-Atlas, le Centre de Formation aux Métiers de Montagne (CFAMM), par l'existence de voies d'accès relativement aisées par rapport au reste du massif, et une agriculture relativement prospère.

Une telle concentration géographique de gîtes peut-elle donner quelque indication sur l'état d'une éventuelle conquête touristique du territoire local et sur ses effets sociaux ?

En fait, le phénomène de concentration des gîtes d'étape le long des itinéraires touristiques, ce qui revient à dire le long des fonds de vallées pénétrant le massif en direction des sommets montagneux, est général dans le Haut-Atlas Central. Ce qui l'est moins, c'est bien le fonctionnement effectif de ces gîtes d'étape. La vallée des Aït Bouguemez est, de ce point de vue, un cas exceptionnel. Tandis que dans les vallées du M'goun et de la Tessaout la plupart des gîtes ne reçoivent pas de clients (puisque ceux-ci bivouaquent), les gîtes des Aït Bouguemez accueillent des touristes assez régulièrement en saison. L'une des explications possibles à ce phénomène réside dans le positionnement volontaire de cette vallée en début ou fin d'itinéraire des circuits de *trekking* : à ces moments-là, l'hébergement relativement confortable chez l'habitant est apprécié tant des voyageurs encore douilletts, fraîchement débarqués de leur nuit d'hôtel à Marrakech et partant allègrement vers cols et sommets, que des *trekkeurs* revenant, plus ou moins fatigués, de ces mêmes reliefs désormais vaincus. Cette situation avantageuse de la vallée des Aït Bouguemez n'est, bien sûr, pas naturelle, et semble résulter des processus d'invention et de commercialisation du lieu-produit touristique *vallée heureuse des Aït Bouguemez*, que nous n'analyserons pas ici.

...A l'échelle domestique

L'implantation d'un gîte d'étape chez l'habitant n'est-elle pas l'occasion d'une mise en présence, au sein d'une même unité d'habitation ou unité familiale, de deux logiques spatiales distinctes : l'une propre au fonctionnement et au sens de l'espace du gîte d'étape, l'autre correspondant à la pratique et au sens de l'espace domestique indigène ? Ces deux logiques spatiales concernent-elles le même espace : le gîte d'étape fait-il partie de l'espace domestique familial ?

Un gîte d'étape intégré à l'espace domestique est un espace signifié et pratiqué en fonction de la logique spatiale autochtone de l'espace domestique. Un gîte d'étape dissocié de l'espace domestique est un espace non concerné par la logique spatiale domestique autochtone.

Il est nécessaire pour nous de pouvoir répondre à cette question de l'intégration ou de la dissociation spatiale du gîte d'étape par rapport à l'espace domestique, afin de savoir si le développement touristique dans le Haut-Atlas Central réalise effectivement une conquête spatiale de l'espace autochtone et, par conséquent, s'il modifie ou non la structure et l'identité socio-culturelles indigènes.

Il paraît en effet assez pertinent (au moins dans un premier temps) d'appréhender le développement touristique affectant les sociétés locales selon des mouvements de conquête territoriale de l'espace local par une logique spatiale exogène, cette conquête territoriale étant nécessaire à la création ou à l'invention du

lieu touristique : *l'invention du lieu touristique... consiste en une nouvelle lecture d'un territoire donné aboutissant à un double mouvement, le premier étant un processus de détournement de l'utilisation dominante du lieu - c'est le pouvoir subversif du tourisme - et le second étant l'incorporation de nouveaux territoires au lieu touristique - c'est le pouvoir de conquête du tourisme. Subversion intérieure (renversement de l'ordre établi dans un lieu donné) et conquête extérieure (par incorporation au territoire existant de territoires supplémentaires) sont les deux processus révolutionnaires mis en oeuvre par le mouvement touristique* (R.KNAFOU, 1992).

Le gîte d'étape chez l'habitant est-il, par conséquent, le résultat d'un détournement et d'une conquête territoriale de la part de la logique socio-spatiale touristique ? Le produit de la logique socio-spatiale autochtone ? Ou, dernière hypothèse, une production spatiale issue de la confrontation, en un même lieu, de ces deux logiques pratiques ?

Une démarche anthropologique

Observer et comparer les pratiques domestiques quotidiennes des familles selon qu'elles possèdent ou non un gîte classé, nous a semblé le meilleur moyen de constater effectivement les phénomènes de perdurance ou au contraire d'innovation et d'adaptation des pratiques domestiques habituelles, en présence d'équipements modernes ou d'espaces nouveaux existant au sein de l'unité d'habitation familiale, suite à l'aménagement d'un gîte d'étape. Dans chacun des cas étudiés, nous mettons en relation les pratiques observées avec, bien sûr, les données formelles et matérielles de l'espace et des équipements utilisés, mais aussi avec les caractéristiques sociales, culturelles et économiques de la famille ou des personnes concernées, ainsi qu'avec les paramètres des différentes situations au cours desquelles ces pratiques spatiales ont eu lieu.

Cette méthode doit nous permettre de récolter les données nécessaires à la mise en évidence du *sens pratique* de l'espace domestique, notre objectif étant de saisir le principe pratique générateur de l'ensemble des productions spatiales observées (P.BOURDIEU, 1990). Ce *sens pratique* de l'espace domestique ne doit pas être déshumanisé, ni appréhendé comme le résultat du fonctionnement mécanique, décontextualisé et dépersonnalisé de structures tant pratiques que cognitives : c'est un *sens pratique* en action, inexistant autrement que dans l'action faite par une personne particulière, impliquée dans une situation unique, historique.

Cette démarche heuristique puisée dans le structuralisme génétique et plus généralement dans l'approche anthropologique de la réalité humaine, nous permet de réunir, au sein d'un système pratique, les éléments constitutifs du lieu, mobilisés par la construction sociale et individuelle du sens de l'espace : sens, forme et pratique de l'espace. Ces éléments, identifiés par le géographe, restent néanmoins dissociés par lui tant qu'il ne produit pas le schéma des relations pratiques (et symboliques) reliant la forme de l'espace, le sens de l'espace et les pratiques de l'espace au sein d'une même logique sociale.

Les investigations sur le terrain nous ont révélé la multiplicité des facteurs susceptibles d'intervenir, conjuguant leurs effets ou se contrariant, dans la détermination de la production spatiale autochtone, notamment domestique. L'émigration à l'étranger ou en ville, l'engagement militaire ainsi que le développement des voies de communication semblent des facteurs possibles de l'évolution des pratiques familiales au sein de l'espace domestique, de l'équipement et de l'architecture intérieure et extérieure de l'habitat. L'état des ressources forestières locales ou la densité démographique d'un village nous sont aussi potentiellement apparus comme des facteurs du changement spatial. En effet, l'impossibilité totale de ramasser le bois en forêt semble intervenir dans la décision de s'équiper en cuisinière et four à gaz, même si l'utilisation de ces équipements s'avère plus ou moins ponctuelle.

Chaque espace domestique, chaque production spatiale domestique enquêtée peuvent être situés par rapport à un ensemble de données socio-culturelles, économiques, géographiques, écologiques, administratives, infrastructurelles, architecturales, familiales, individuelles etc. dont la combinaison semble chaque fois particulière, même s'il est possible de dégager des points de comparaison.

La spécificité éventuelle des pratiques et formes de l'espace domestique, selon que la famille possède un gîte d'étape, selon que l'un de ses membres travaille en ville, que cette famille exerce ou non une fonction de notable... ne pourra être mise en évidence que par la reconstruction des logiques pratiques actualisées de façon particulière par chacune des familles en fonction des ces caractéristiques pré-citées et des situations de mise en oeuvre. Y a-t-il une production spatiale spécifique de familles exploitant un gîte d'étape, ou bien cette production spatiale rejoint-elle celle d'une certaine catégorie sociale de la société locale ? La réponse à cette question permet d'envisager plus précisément la part prise par le phénomène touristique dans le changement social mais aussi, peut-être, dans la perdurance sociale de la société autochtone. En conséquence, il est également indispensable de parvenir à évaluer la part des autres phénomènes sociaux (économiques etc.), intervenant dans cette dynamique.

La mise en œuvre indigène de l'activité touristique

Parallèlement à l'enquête sur la production socio-spatiale indigène à l'échelle de l'espace domestique, nos observations ont aussi porté sur la mise en oeuvre pratique de l'activité touristique par les autochtones.

L'origine extérieure de l'initiative du développement touristique de la société et du territoire dans le Haut-Atlas marocain est difficilement contestable, de même pour l'ensemble des régions autrefois colonisées qui sont, depuis, devenues des destinations touristiques. Mais la participation des autochtones, en tant que professionnels ou occasionnels (les accompagnateurs de montagne, les gîteurs, les muletiers...), à cette nouvelle activité économique, lui confère une spécificité socio-culturelle au niveau de sa mise en oeuvre sur le terrain, et cela malgré ce qui apparaît comme un puissant mouvement contraire visant à la standardisation de cette activité selon des normes occidentales, diffusées par les *tour-operators* et les agences européennes ou nord-américaines.

La particularité de la mise en oeuvre concrète de l'activité touristique par des membres de la société locale semble révélatrice du sens social assigné à cette nouvelle activité économique par les autochtones. Son étude peut ainsi nous renseigner sur le degré ou la qualité d'intégration ou de non intégration de cette activité à la structure sociale indigène. Par exemple, la manière dont l'accompagnateur de montagne mobilise différentes personnes de son réseau inter-personnel à des fins professionnelles (commerçants, transporteurs, gîteurs, muletiers, autorités locales...) ou son comportement en présence de ses clients et sa façon de les traiter, de même que la manière avec laquelle le gîteur reçoit ses visiteurs, sont autant d'informations à considérer dans une recherche des caractéristiques actuelles de la structure socio-culturelle de la société locale et de son fonctionnement dans le Haut-Atlas marocain.

Conclusion

Il ne s'agit donc pas pour nous de mener une étude de géographie humaine sur les caractéristiques de l'habitat d'une société particulière⁵, (précisons en l'occurrence que l'habitat des Berbères de l'Atlas marocain a souvent été décrit, ce qui n'est pas le cas de l'espace domestique intérieur ni des pratiques de l'habitat⁶) mais de réaliser une étude de géographie sociale et anthropologique devant satisfaire à un double objectif de recherche :

- montrer concrètement, par l'étude et la mise en évidence de la production spatiale autochtone, la dynamique d'une société locale traditionnelle en prise avec les différentes formes d'existence et de pénétration d'une modernité socio-culturelle étrangère.

- proposer une formalisation des processus de production sociale de l'espace ou du territoire qui rende compte dans un même schéma heuristique, à la fois de la forme, du sens et des pratiques sociales et individuelles de l'espace.

Le dépouillement, en cours, de l'information collectée sur le terrain semble confirmer la pertinence de ces hypothèses et projets théoriques.

Lydie PEZELET

NOTES

1 - Nous avons choisi d'employer dans ce texte, l'adjectif «spatial» plutôt que le qualificatif «socio-spatial» qui nous semble contenir une redondance. La plupart des géographes s'accordent en effet à penser que l'espace, considéré du point de vue de son sens et de ses pratiques, est le produit du fonctionnement de la société ou de la structure sociale, ainsi «sens de l'espace» et «pratiques de l'espace» veulent dire «sens social de l'espace» et «pratiques sociales de l'espace», «production spatiale» sous-entend elle aussi «production sociale de l'espace», de même pour «logique spatiale», «conquête spatiale», etc.

2 - Cette interprétation du sens commun permet notamment de justifier certaines entreprises de protection et de «muséification» de sociétés et territoires locaux de la part de la société qui se pense dominante dans cette confrontation socio-culturelle.

3 - Quelques gîtes d'étape ont été encouragés durant la première phase du programme, afin d'assurer une infrastructure minimale sur l'ensemble des itinéraires touristiques. Toutefois, d'après les déclarations que nous ont faites les propriétaires, très peu d'entre eux, pour des raisons diverses, auraient effectivement reçu une aide financière ou matérielle pour l'aménagement de leur gîte d'étape.

4 - Royaume du Maroc. Ministère du Tourisme. Bureau du Développement du Tourisme Rural, 1993.

5 - En géographie, la tradition descriptive et formaliste de la géographie rurale a généralement amené les géographes à rendre compte dans leurs travaux des types d'habitat et de leur répartition mais non à évoquer les pratiques de l'habitat. (Cf. par exemple : BRUHNES J. - «La géographie humaine de la France», - in HANOTEAU G., *Histoire de la Nation française*. - Paris, 1920. A. Demangeon, «L'habitat rural en France. essai de classification», in *Annales de Géographie*, 1920, pp 352-375. P. Deffontaines, *L'Homme et sa maison*. Paris, Gallimard, 1972, 243 p.)

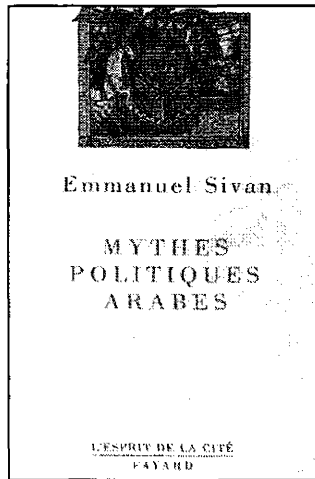
6 - J. Berque. *Les Structures sociales du Haut-Atlas*, Paris, PUF, 1978. 513 p. R. Montagne, *Villages et kasbas berbères*, Paris, Felix Alcan, 1930. H. Terrasse, «Les architectures berbères et leur répartition dans le Sud Marocain», in *Revue de Géographie Marocaine* n°1, 1939. D.J. Jacques-Meunier, *Sites et forteresses de l'Atlas*, Paris, Arts et Métiers Graphiques, 1951. 121 p. A. Adam, «La maison et le village dans quelques tribus de l'Anti-Atlas», in *Hespéris*, t XXXVII, 1950, 3è et 4è trim., pp 289-362. J. Dresch, *Commentaire des cartes sur les genres de vie de montagne dans le Massif Central du Grand Atlas*. Tours, Arrault. Publications de l'Institut des Hautes Etudes Marocaines, t. XXV, 1941, pp 5-39.

Références
bibliographiques

- ADAM A. - «La Maison et le village dans quelques tribus de l'Anti-Atlas - contribution à l'étude de l'habitation chez les Berbères Chleuhs», in *Hespéris*, t. XXXVII, 1950, 3è et 4è trim., pp 289-362.
- AMAHAN A. - «La Maison d'Abadou (un village du Haut-Atlas Occidental) dans le temps et l'espace», *Bulletin d'Archéologie marocaine*, XII, 1979-1980, pp 307-320.
- BELLAOUI A. - «Le Haut-Atlas Occidental quarante ans après», *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, n°41-42, 1986, pp 218-333.
- BERQUE J. - *Les Structures sociales du Haut-Atlas*. - Paris : Puf, 1978, 513 p.
- BOUJROUF S. - *Espace commercial et structuration régionale du Haut-Atlas Central marocain (Province d'Azilal)*. - Thèse de Doctorat, Institut de Géographie Alpine, Université Grenoble I, 1990, 350 p.
- BOUMAZA N. et al. - «Le Développement local dans les montagnes intermédiaires», *Les dossiers de la Revue de Géographie Alpine*, n°5, Grenoble, 1990, 105 p.
- BOURDIEU P. - *Le Sens pratique*. - Paris : Ed. de Minuit, 1980, 477 p.
- CAZES G. - *Les Nouvelles colonies de vacances*. - Paris : L'Harmattan, 1989 (2 t.).
- CHALUMEAU F. - «Tourisme de montagne, l'enjeu économique», *Bulletin Intérieur du Club Alpin Français*, 1990-1991.
- DEBARBIEUX B. - *Territoires de haute montagne : recherches sur les processus de territorialisation et d'appropriation sociale de l'espace de haute montagne dans les Alpes du Nord*. - Thèse de Doctorat, Institut de Géographie Alpine, Université Grenoble I, 1988, 452 p.
- GUERIN J.-P. (sous la direction de) - «Produire et commercialiser l'espace touristique», *Les Dossiers de la Revue de Géographie Alpine*, n°1, Grenoble, 1988, 65 p.

- Habitat et espace dans le monde rural**. Ministère de la Culture et de la communication, Direction du Patrimoine. - Paris : Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme, 1988, 117 p.
- HERBIN J. - *Tourisme au Tyrol autrichien, ou la montagne aux montagnards*. - Thèse de Doctorat d'Etat, Institut de Géographie Alpine, Université Grenoble I, 1980.
- KNARFOU R. - «L'invention du tourisme», in *Encyclopédie de Géographie*. - Paris : Economica, 1992, pp 851-864.
- LAOUST E. - *Mots et choses berbères*. - Rabat : Société Marocaine d'Édition, 1983, 531p. (1ère édition, Paris, A. Challamel, 1920.)
- LECESTRE-ROLLIER B. - *Anthropologie d'un espace montagnard, les Aït Bou Guemez du Haut-Atlas marocain*. - Thèse de Doctorat, Université Paris V, 1992, 470 p.
- MAURER G. - «Montagnes et montagnards au Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie). Evolution récente du milieu rural», *Les Cahiers d'URBAMA*, n°7, 1992, pp 37-61.
- OUKELMOUN M. - *Le Rôle de la pluriactivité dans la formation des revenus des exploitations agricoles du Haut-Atlas Central : cas du tourisme de montagne dans la vallée des Aït Bouguemez*. - Montpellier : Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes, Institut Agronomique Méditerranéen, 1993, 145 p.
- PAUL-LEVY F., SEGAUD M. - *Anthropologie de l'espace*. - Paris : Centre G. Pompidou, 1983, 345 p.
- RAPOPORT A. - *Pour une anthropologie de la maison*. - Paris : Dunod, 1981, 207 p.
- SURRE M. - *L'Etat et les communautés, jeux d'espaces et de pouvoirs entre communautés villageoises et appareils d'Etat dans le Tiers-Monde*, Thèse de Doctorat de Géographie, 1986.

SIVAN Emmanuel. - Mythes politiques arabes ; trad. de l'hébreu par Nicolas Weill. - Paris : Fayard, 1995.- 296 p. - (L'Esprit de la Cité)



La formulation lapidaire de l'intitulé ne saurait dissimuler la densité d'un ouvrage érudit dont la portée réside dans une réflexion sur l'actualité du passé. Dans le Monde arabe, comme dans les autres sociétés, l'histoire est sollicitée pour donner sens au présent sous la forme d'allégories empruntant leur trame à des figures ou des moments magnifiés du passé. La résonance des mythes, ainsi envisagés, est éminemment politique ; elle tend, en effet, à l'inscription d'un vécu collectif dans une généalogie et, partant, dans la durée et la continuité. Néanmoins, la transmission et l'activation des mythes ne sont pas imputables aux seuls détenteurs du pouvoir politique ou du magistère religieux. Les historiens constituent également des médiateurs en ce domaine bien que leur rôle se révèle plus ambigu, oscillant entre la contribution au développement des mythologies et un travail de démythification des faits et événements.

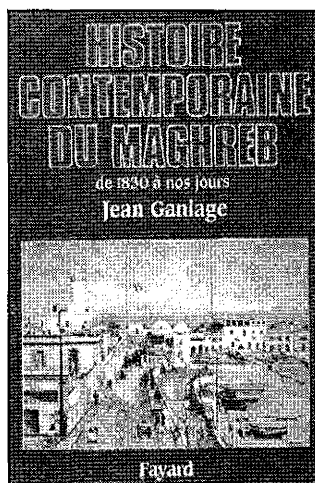
Mobilisant son propre savoir d'historien, E. SIVAN explore, au fil de six essais, ces relations de la production historique avec les enjeux politiques et idéologiques d'aujourd'hui.

Le chapitre qu'il consacre aux symboles et cérémonies à partir d'une analyse des timbres-poste, billets de banque et fêtes officielles des Etats n'est sans doute pas le plus significatif de son propos. En revanche, l'auteur de *l'Islam et la Croisade* trouve dans les modes de représentation et d'actualisation des croisades un thème à sa mesure pour illustrer

certaines démarches caractérisées par la recherche d'analogies essentielles entre le passé et présent. Les pages consacrées par ailleurs à la question de Jérusalem ont le mérite d'explorer un processus de production de symboles. Cependant, elles susciteront d'autant plus de critiques, voire de polémiques, qu'elles font abstraction de la situation actuelle de la ville sainte.

Ces approches thématiques se doublent d'une présentation, en trois volets, des principaux courants de l'historiographie arabe contemporaine, avec pour arrière-fond le mythe salafite et ses contre-mythes. L'exposé est alors rythmé par les débats et controverses explicitant les positions et visées des différentes tendances, qu'il s'agisse des révisionnistes, des islamistes ou des orientalistes à rebours. Il n'en est pas moins sous-tendu par une connivence intellectuelle avec le camp laïque moderniste et une sorte de désappointement face à ses divisions.

GANIAGE Jean. - Histoire contemporaine du Maghreb de 1830 à nos jours. - Paris : Fayard, 1994. - 822 p.



Parti de l'idée d'une mise à jour de l'*Histoire de l'Afrique du Nord* de Charles-André JULIEN, partiellement rééditée depuis 1951, c'est finalement un ouvrage entièrement nouveau que livre J.GANIAGE sur l'histoire contemporaine du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie). Ce projet ambitieux impliquait d'une part de faire une place aux événements les plus récents, mais aussi de prendre en compte les acquis de la production historiographique sur le sujet.

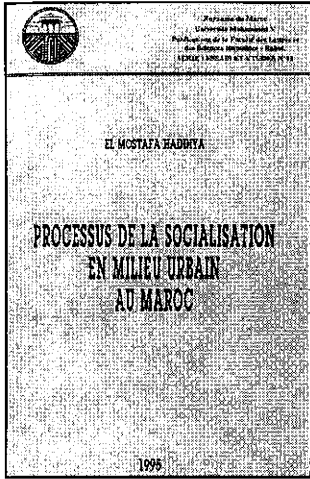
De facture classique, l'ouvrage est structuré en deux parties différemment conçues. La première, qui couvre la période de 1830 à 1914, est traitée sur le mode de la chronologie longue, en distinguant les différentes histoires nationales. Après un rappel de la situation de l'Afrique du Nord en 1830, elle fait la part belle à l'Algérie (plus de la moitié du texte) qui, la première, inaugure le temps du Maghreb "colonial". Pour la Tunisie et le Maroc, on suit les évolutions, comparables dans leurs grandes lignes, qui mènent à l'instauration des protectorats en 1881 et 1912.

La première guerre mondiale, rupture historique profonde en Europe, ouvre également en Afrique du Nord une ère résolument nouvelle. Celle-ci est traitée en chapitres parallèles pour les trois pays dans une deuxième partie de l'ouvrage. Elle est largement consacrée aux nationalismes naissants, qui, sous des formes différentes mais avec des buts convergents,

constituent une donnée capitale de cette période. Les opérations militaires de la deuxième guerre mondiale n'apporteront pas de changement majeur à cet état de fait, si ce n'est une radicalisation des mouvements nationalistes. Le pouvoir colonial y répondra par des tentatives d'ajustement la plupart du temps maladroites, le plus souvent par l'emploi de la force. L'émancipation du Maghreb, progressivement négociée en Tunisie et au Maroc, sera en Algérie le résultat d'un long et cruel conflit auquel l'auteur consacre un chapitre entier. Enfin, c'est jusqu'à l'orée des années 1990 que nous conduisent les cent dernières pages, en s'interrogeant, en guise de conclusion, sur les perspectives réelles d'une unité maghrébine à la lumière des incertitudes politiques actuelles.

Le livre de J.GANIAGE, qui peut se lire comme une vaste fresque historique, est également un ouvrage de référence grâce à la présence de deux index, historique et géographique, ainsi que de nombreuses cartes, graphiques et tableaux.

HADDIYA Mostafa. - Processus de socialisation en milieu urbain au Maroc. - Rabat : Faculté des Lettres et Sciences Humaines, 1995.- 2ème éd. revue et augmentée.- 131 p. - (Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines . Essais et Etudes . 11)



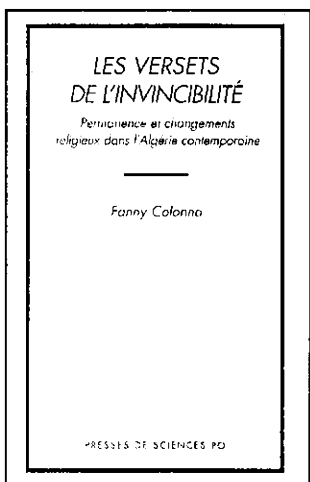
Le problème du décalage entre les normes et les valeurs acquises dans les institutions socialisantes (famille et école) et la réalité pratique est la question essentielle que révèle l'étude d'El Mostafa HADDIYA sur le processus de socialisation des enfants scolarisés (i.d. les lycéens) en milieu urbain.

Se plaçant dans un contexte qui est celui des pays du Tiers Monde, la première partie de l'ouvrage présente une synthèse problématique de la socialisation et de l'identité au Maroc. Des mutations accélérées d'ordre global - et, notamment, économiques, sociales et des modes de communication - transforment, en particulier, le cadre de la vie urbaine. A travers une critique des visions strictement économicistes qui mettent à l'écart les véritables enjeux sociaux et culturels des sociétés, l'auteur discute de la notion même de développement et considère les effets d'acculturation, en ville et en milieu rural, comme les conséquences du phénomène de l'urbanisation contemporaine.

Après un bilan synthétique de l'état de la recherche sur l'enfant au Maroc, sont analysées, d'une part, la fonction de la famille, lieu de la transmission du capital culturel, et, d'autre part, celle de l'institution scolaire dont le statut et le rôle dans la société sont remis en question par les élèves et leurs parents. L'école n'arrive plus à suivre l'évolution sociale, caractérisée par de profonds changements - ce qui nécessiterait une réforme du système éducatif (le débat est actuel au Maroc). Le contexte familial n'offre plus de « modèles d'identification » acceptés par les jeunes adolescents - ce qui démontre une tendance plus assimilative qu'intégrative.

Les fonctions traditionnelles de ces deux lieux réputés de la socialisation s'étant affaiblies, de façon notable, et l'acculturation se diffusant par une culture médiatique dominante, ce serait le groupe des pairs qui influencerait le processus de socialisation des jeunes ; mais, souligne l'auteur, les phénomènes, antisociaux ou pathogènes, qui semblent être prédominants à ce niveau, ne favorisent pas une dynamique adéquate d'intégration sociale. Le chercheur relève, ainsi, dans son enquête, qu'en situation de rupture - sinon extrême, du moins critique et réelle - c'est la quête d'autonomie et d'individualisation des adolescents qui l'emporte.

COLONNA Fanny. - Les Versets de l'invincibilité . Permanence et changements religieux dans l'Algérie contemporaine. - Paris : Presses de la Fondation Nationale des Science Politiques, 1995. - 397 p.



La passion de Fanny COLONNA pour le local trouve ici son expression la plus achevée au travers d'une réflexion sur la religion ordinaire et l'histoire.

Etayées par un travail sur archives et des enquêtes orales, quatre nouvelles scandent l'évolution, sur un siècle, de la relation entre paysans et lettrés dans l'Aurès : la fin du magistère des saints ; la mise à l'index des grands rituels intertribaux ; la séparation entre savoir et charisme sous les influences convergentes des rationalismes religieux et républicain ; la contre-réforme unitariste et l'émergence d'une nouvelle figure de lettré, le savant réformateur (et nationaliste). Ces histoires villageoises constituent autant de moments stylisés d'une histoire des modes de pensée et de mises à l'épreuve d'une épistémologie fondée sur une association de la science des textes et de la démarche sociologique.

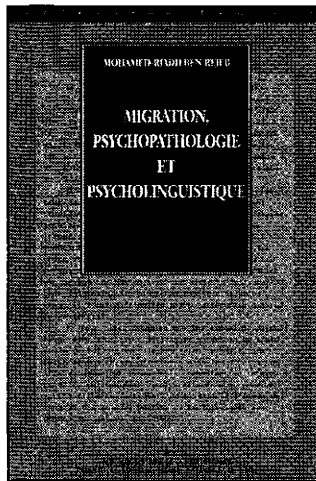
L'ensemble du propos poursuit une double visée théorique. Il tend à promouvoir un dépassement des approches de type binaire opposant une religion savante où prévaudrait l'écrit et une religion populaire associée à l'oralité. Simultanément, il plaide pour une autonomie du passé, pour une vision de l'histoire où le passé ne préfigurerait pas nécessairement le présent et où celui-ci ne serait pas le simple accomplissement de celui-là.

La problématique qui informe l'ouvrage est précisément celle de l'écriture d'une histoire autre, d'une histoire placée sous le signe de la diversité religieuse et intellectuelle et dont la société algérienne a été dépossédée.

Les thèmes développés dans cette perspective convergent sur le bouleversement culturel dont l'Algérie a été le théâtre avec la fin d'un type de lettrés incarné, entre autres, par les lettrés-paysans de l'Aurès. Ils permettent ainsi non seulement d'entrevoir une configuration qui n'offre pas d'espace au déploiement d'intellectuels critiques mais également d'en suggérer la contingence. La vision commune d'un face à face entre deux unitarismes, l'Etat-parti et le mouvement islamiste, et d'une prise en étau d'une poussière d'orphelins, les intellectuels démocrates, se nourrirait de la seule amnésie d'un passé pluriel.

C'est dire toute la portée actuelle de l'essai d'archéologie cognitive auquel se livre F.COLONNA. L'enjeu, on l'aura compris, n'est autre que d'offrir une ascendance aux orphelins .

BEN REJEB Mohammed - Riadh. - Migration, psychopathologie et psycholinguistique. - Tunis : Alif - Les Editions de la Méditerranée : Faculté des Sciences Humaines et Sociales, 1995.- 191 p.- (Lumières)



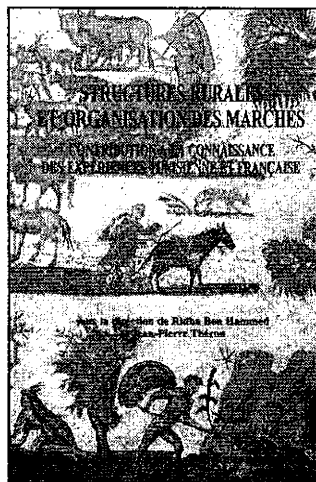
La recherche de M. BEN REJEB se propose d'éclairer les relations qui peuvent exister entre migration, psychopathologie et psycholinguistique. Centrée sur l'étude clinique de cinq jeunes enfants (3 à 6 ans), fils de migrants Tunisiens installés en région parisienne, et qui ont montré des troubles du langage non somatiques, l'auteur tend, plus particulièrement, à analyser les effets du bilinguisme et du biculturalisme sur le développement intellectuel des enfants. Dans cette démarche, il s'inscrit dans le registre récent des études sur la migration qui privilégient l'individu migrant au détriment d'une vision plus globale du phénomène.

Résultat d'une recherche effectuée dans le cadre d'une thèse universitaire, cette publication conserve un certain didactisme qui permet au lecteur en première partie de se familiariser, d'une part, avec les problèmes d'ordre épistémologique et méthodologique, et, d'autre part, de saisir les particularités socioculturelles de la migration vécue par ces enfants.

L'analyse des cas cliniques est abordée sous l'angle de réponses à des tests psychologiques basés sur des imageries que l'auteur a pris soin d'adapter auparavant en ajoutant des scènes de la vie «arabo-musulmane», préalablement utilisées avec des groupes d'enfants en Tunisie. Les résultats fournis par l'auteur, avec les précautions d'usage dues à l'aspect qualitatif de l'étude, montrent que, loin d'être un frein à son développement, la langue

maternelle est un atout majeur pour l'enfant migrant : les retards constatés, parfois, sont liés à sa dépréciation ou aux carences de son apprentissage. En France, l'institution scolaire républicaine relaie la volonté même des parents, pour donner à la langue maternelle un statut secondaire. Le débat qui s'ouvre alors met en exergue le thème d'une *affiliation culturelle* qui serait définie sur la base du processus de filiation - parentalité, celui-ci dépendant, autant, des conditions de vie sociale et culturelle au sein de la famille, que de conflits d'ordre psychologique.

STRUCTURES RURALES ET ORGANISATION DES MARCHES, CONTRIBUTION À LA CONNAISSANCE DES EXPERIENCES TUNISIENNE ET FRANÇAISE ; sous la dir. de Ridha Ben Hammed et Jean-Pierre Théron. - Toulouse : Presses de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse, 1995. - 211 p.



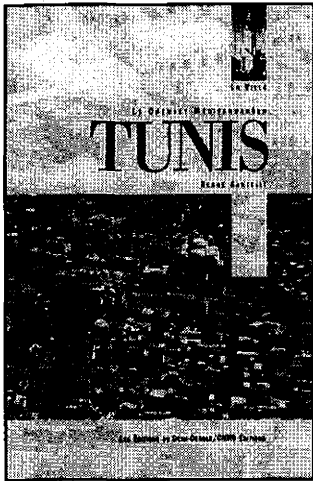
Les transformations rapides que connaît l'environnement de l'agriculture tunisienne avec le désengagement de l'État, la libéralisation et la mondialisation de l'économie, imposent, pour être mieux maîtrisées, de multiplier les études et les recherches, notamment celles qui ont recours au comparatisme. Dans ce contexte, cet ouvrage issu d'une recherche collective apporte une contribution essentielle, car il met en perspective le développement agricole et rural en Tunisie et celui qu'ont connu les campagnes françaises. Mettant en relation l'histoire, le droit et l'économie, l'ensemble des études consacre l'option de la pluridisciplinarité et permet d'analyser, dans leur complexité, les structures rurales et l'organisation des marchés.

Le foncier, du fait qu'il constitue la base de la production agricole, occupe une place centrale dans le fonctionnement des structures rurales. C'est, en premier lieu, le statut même de la terre et celui de la transmission de la propriété foncière, d'une génération à une autre, qui structurent le paysage agraire. Toute politique d'aménagement doit en tenir compte pour conduire, sans heurts, les transformations souhaitables. Les autres ressources naturelles, et notamment l'eau, constituent, en Tunisie, un facteur important de production : la codification de l'appropriation de l'eau et de son utilisation constitue un instrument de première importance dans la régulation des sociétés rurales.

Les différentes formes d'exploitation peuvent modifier les structures agraires induites par les formes de propriété. Par exemple, certains contrats traditionnels tels que la *moughâraça*, ou bail à complant, permettent l'accès à la propriété pour les paysans sans terre. D'autres formes individuelles ou collectives constituent, elles-aussi, des instruments de remodelage des structures foncières, voire de politique de développement agricole et rural (exemple des Sociétés de Mise en Valeur et de Développement Agricole).

L'organisation des marchés est, en outre, au centre des débats sur la dynamique du secteur agricole, en Tunisie. L'analyse de la commercialisation interne des produits agricoles met en relief les conséquences du contrôle exercé par les pouvoirs publics sur les circuits de commercialisation et sur les prix. Les études comparatives de l'organisation des marchés, ou celle portant sur le marché agricole commun, devraient apporter des éléments d'aide à la décision dans cette phase de mutation vers un système régulé par le marché.

SANTELLI Serge. - Tunis, le creuset méditerranéen. - Paris : Les Editions du Demi-Cercle : CNRS éditions, 1995. - 126 p., ill.- (La Ville)



Pérennité, stabilité, continuité des pratiques urbaines à Tunis, telle est l'analyse que l'architecte S. SANTELLI propose dans un ouvrage, destiné à un grand public, qui décrit le développement de la ville depuis son origine (IV^e siècle avant J.C.) jusqu'à nos jours.

En 695, les conquérants arabes choisirent Thunes pour s'installer au détriment du site de Carthage. Cette entité s'articulait autour d'une structure principale : un centre ville doté d'une mosquée entourée de souks. Ce fut avec les Hafsides (1228) que les caractéristiques de la ville arabo-musulmane virent le jour, à savoir une culture citadine, artisanale et marchande. Celle-ci perdura avec l'arrivée des Turcs, en 1574, qui reconstituèrent, eux aussi, la centralité binaire mosquée-souks. Mais, à partir de 1881, le développement de la ville traditionnelle dans la continuité fut remis en cause. La création d'une ville neuve et son expansion s'accompagna d'un véritable renversement structural : l'espace public fut investi d'un nouveau statut, et, par l'apport des techniciens français, la ville neuve fut organisée selon un quadrillage orthogonal, avec un style spécifique, éclectique, celui des Beaux Arts, choisi pour les nouveaux bâtiments.

Dans le but de déceler la logique du développement contemporain de Tunis, différents projets d'aménagement urbain sont ensuite examinés par l'auteur, ainsi que *la ville informelle : gourbivilles et cités populaires*. Le développement de Tunis se serait réalisé dans

la fragmentation, mais les projets, *toujours centripètes*, sont constitués autour d'une centralité qui favorise l'autonomie de chacun d'entre eux : *la médina autour de ses souks et de sa mosquée, l'ancienne ville neuve, le long de son avenue principale, les quartiers informels, le long d'un axe commercial, et les nouveaux quartiers, réglementés autour de leur centre commercial*.

LES QUARTIERS DE LA SEGREGATION. TIERS MONDE OU QUART MONDE ? sous la dir. de René Gallissot et Brigitte Moulin ; actes du colloque tenu à l'Université de Paris 8, Saint-Denis, 26-27-28 novembre 1992.- Paris : Karthala : Institut Maghreb-Europe, 1995. - 323 p. - (Hommes et Sociétés)



Une vision franco-française réduit le plus souvent le problème de la ségrégation socio-spatiale à celui des immigrés des cités dortoirs en banlieue. Mais certaines banlieues sont loin d'être des espaces en «crises» et de vieux quartiers d'immigrés se situent aussi dans des centres-villes. Il arrive cependant que ces centres-villes soient tout aussi déshérités que certaines banlieues.

Si l'on passe les frontières de l'hexagone, les immigrés ne sont pas forcément d'origine maghrébine, et les populations ségréguées peuvent être des nationaux depuis de nombreuses générations et résider dans des quartiers centraux. Qu'en est-il donc en Grande-Bretagne, en Italie ou en Espagne, en Algérie ou en Tunisie...?

Se situer dans l'espace Maghreb-Europe, espace migratoire en réciprocité, introduit une dimension comparative dans l'analyse de la ségrégation avec les pays du Tiers-Monde. La colonisation invoquée pour les uns et la migration de travail pour les autres, les politiques du logement des pays respectifs révèlent la territorialisation de la misère, l'ethnisation des rapports et des conflits sociaux.

La double dimension comparative (à la fois géographique et disciplinaire) de l'analyse du procès de ségrégation permet de mieux comprendre les manifestations de violences populaires qui se développent à l'heure de l'urbanisation généralisée et de la paupérisation

de masse ; elle permet aussi de battre en brèche les idées reçues et, ainsi, de ne plus sacrifier aux effets d'annonce, aux modes et à la dénonciation de *boucs-émissaires* que provoquent les discours et les stratégies politiques, et que véhiculent allègrement les médias.

Livres reçus à la Bibliothèque de l'IRMC

DJABARI Youcef. - La France en Algérie . Bilan et controverses : genèse, développement et limites d'un capitalisme d'Etat colonial. - 3 vol. - Alger : OPU, 1995. - 809 p.

HAMZOUI Hasna . - Approche psychologique du lien existentiel entre les parents, les filles et les garçons au sein de la famille. - Tunis : CERES, 1995. - 269 p. -

(Secrétariat d'Etat à la Recherche Scientifique et Technologique. Université de Tunis I. CERES). (Série Psychologie 9) en langue arabe

JAGAILLOUX Serge. - La Médecine traditionnelle égyptienne du XVI^e siècle à nos jours. - Reims : impr. Atelier Graphique, 1995. - 197 p.

LE ROLE DES INSTITUTIONS DE RECHERCHE EN

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES DANS LES PAYS ARABES ET EN TURQUIE ; études réunies et préfacées par Abdeljelil Temimi ; actes du 1er congrès international, Zaghouan : Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information (FTERSI), novembre 1995. - 241-368 p. texte arabe-français.

**MAROCCAN
SCIENCE ABSTRACT**
N° 1 - septembre 1995

Avec cette nouvelle revue, le Centre National de Coordination et de Planification de la Recherche Scientifique et Technique tente de pallier le handicap que connaît la production scientifique marocaine, trop isolée et méconnue à l'échelle tant nationale qu'internationale. Composé de résumés d'articles ou de thèses récemment publiés, ce biennuel permet d'établir un état des sciences dans le pays tout en favorisant la communication entre spécialistes et en élargissant la diffusion de la connaissance.

Ce premier numéro est consacré à des travaux publiés en 1990, 1991 et 1992, *a priori* sans restriction disciplinaire. Classés par champ de recherche et selon la nomenclature de l'UNESCO, les résumés - en français ou en anglais - concernent cependant essentiellement les sciences «dures» (mathématiques, physique, chimie, sciences de la vie, médecine, technologie) bien qu'une attention soit portée à la production en sciences économiques.

Ce répertoire est complété par un index des auteurs indiquant leur rattachement et un index des revues dans lesquelles sont parus les articles traités. Cette initiative s'inscrit dans une dynamique plus large engagée par le CNR qui vise à produire des instruments de travail destinés aux scientifiques. Ainsi le *Répertoire des unités de recherche 1995*, particulièrement exhaustif, présente-il l'ensemble des établissements scientifiques marocains en les ordonnant sur le critère du champ scientifique.

- ▲ Centre National de Coordination et de Planification de la Recherche Scientifique et Technique - 52, charia'a Omar Ibn Khattab - Agdal - BP 8027 - 10102 Rabat - tel. (07) 77 28 03 - fax : (07) 77 12 88.

**REVUE MAROCAINE
DU DROIT SOCIAL**
N° 2 - 1995

Travail-Entreprise

La RMDS participe au débat que soulève le projet de réforme du code du travail marocain.

Dans une lecture critique du projet, R.FILANI MEKNESSI s'interroge sur sa dimension prospective. La méthode et la portée de la codification sont perfectibles, tandis que son champ d'application et les innovations qu'il comporte continuent à susciter des réactions. Quoi qu'il en soit sa rédaction constitue un moment décisif. A.EL AOUNI souligne que le nouveau code ne pallie pas le vide juridique en matière de dialogue social et négociation collective. A.ALAOUI HASSAN met l'accent sur les limites dans lesquelles les concepts du Droit du travail restent opératoires : ce cadre juridique est hérité des catégories élaborées dans un autre contexte social. De ce fait, les formes juridiques de l'emploi semblent exclure de leur champ d'application des pans entiers du secteur du travail...

En matière de droit à la retraite et à travers le manquement à l'obligation faite à l'employeur de déclarer ses salariés, M.S.BENNANI relève l'incohérence des textes et de la jurisprudence. A.AZARGUI s'est intéressé à la législation relative aux jeunes entrepreneurs et promoteurs : les cadres normatifs sont-ils suffisamment adaptés pour permettre aux PME de créer des emplois et surtout de les préserver ? Enfin S.CHEIKH propose une étude de l'expérience américaine en matière d'arbitrage des conflits du travail. Par ce biais, il interroge la législation marocaine. En conclusion on soulignera, avec A.EL AOUNI la nécessité de produire un droit comparé du travail : outre que le droit français reste très présent dans le droit positif marocain du travail, le Maroc, en tant que membre de l'OIT ne peut ignorer l'omniprésence des normes du droit international du travail.

- ▲ Revue marocaine du droit social - 88, avenue Hers Sultan - Casablanca - tel. (02) 20 60 43 - fax : (02) 20 60 45.

**REVUE FRANCO-
MAGHREBINE
DE DROIT**
N° 3 - 1995

Le droit marocain des fraudes sur les marchandises et son adaptation aux marchés extérieurs

Du point de vue européen, l'enjeu de la répression des fraudes, notamment au Maroc, porte essentiellement sur la contrefaçon (Ch.HEN) tandis que pour les Etats maghrébins, l'harmonisation des législations pourrait favoriser les échanges au sein de l'UMA (A.CABANIS). Au Maroc, suite à des scandales retentissants consécutifs à des empoisonnements de masse, la législation a évolué dans le sens d'une répression accrue (F-P BLANC), tandis que s'institutionnalisèrent des mécanismes de prévention, même si le contrôle à la production demeure presque inexistant, reflet des choix libéraux du Royaume (F.FERAL).

Plusieurs auteurs se proposent d'étudier la genèse du droit marocain des fraudes, et particulièrement l'abandon d'un système "traditionnel" dans lequel les corporations sont sous le contrôle du *muhtassib, juge et fonctionnaire* nommé par le Sultan pour limiter les contre-pouvoirs au nom du principe religieux de *commandement du bien et de pourchas du mal*. Le protectorat provoque l'effacement de cet agent (E.DEVEAUX). C'est en 1914 qu'un véritable droit des fraudes est implanté, succédant à l'*âge d'or de la fraude* dont ont bénéficié depuis 1807 les ressortissants français, sur la base du code civil de 1836 (F-P BLANC).

Le *muhtassib* a fait sa réapparition en 1982. *Personnage administratif déconcentré*, assisté d'experts (les *oumanas*), il a désormais compétence en matière de contrôle des prix et de fraude sur les marchandises (S.BOUKNANI).

L'examen critique de neuf décisions rendues, en matière frauduleuse, par les tribunaux marocains, permet de passer de la théorie à la pratique tandis que la revue publie en annexe le texte des lois de 1914 et de 1984 (en traduction) qui fondent la répression des fraudes au Maroc.

- ▲ Institut d'Etudes Politiques - 2ter, rue des Puits-Creusés - 31000 Toulouse.

**MONDE ARABE,
MAGHREB-MACHREK**
N° 149 - juillet-septembre
1995

L'Algérie peut-elle sortir de la crise ? En guise de réponse. G.HIDOUCI, ancien ministre algérien de l'économie, par ailleurs auteur de *Algérie, la libération inachevée* (La Découverte, 1995), souligne la cohérence démocratique des réformes amorcées par le gouvernement Hamrouche entre septembre 1989 et juin 1991. A l'aune d'un projet réformateur dont il fut l'un des artisans, il apprécie les tenants et aboutissants d'une crise imputée aux conservatismes de tous poils et au retour des *anciennes élites* à la direction du pays. Il conteste à celles-ci la capacité de promouvoir un quelconque redressement économique, en dépit du programme d'ajustement structurel engagé en 1994. Aujourd'hui, comme en 1989, la sortie de la crise passerait par une réforme globale assumant le principe d'un contrôle démocratique du pouvoir. La plate-forme de Rome de janvier 1995 constituerait une étape positive dans cette direction. Commentant l'article et l'ouvrage de G.HIDOUCI, J.LECA salue une approche reconnaissant le pluralisme comme institution politique de la société. Il constate néanmoins que demeure pendant la question de savoir comment mettre en oeuvre un projet constitutionnaliste dans un contexte dominé par l'autoritarisme bureaucratique.

Dans la même livraison, C.ARDOUIN s'interroge sur les perspectives de l'économie algérienne et l'impact de l'aide extérieure, française notamment, tandis que R.MORTIMER s'emploie à démystifier la perception de la politique des Etats-Unis à l'égard de l'Algérie

Un article de M.AMZERT sur les politiques de l'eau et un document de la revue *al-Wasat* sur l'Armée Islamique du Salut et le Groupe Islamique Armé, traduit et présenté par F.BURGAT, complètent un sommaire qui, centré sur l'Algérie, fait aussi place à une analyse du contentieux territorial entre le Yémen et l'Arabie saoudite (M.MAL-SAQQAF).

- ▲ La Documentation Française - 29, quai Voltaire - 75344 Paris Cedex 07.

**CAHIER
DU C.E.R.E.S.**
Série géographique -
N° 10

La pêche côtière en Tunisie et en Méditerranée (actes du séminaire)

Le séminaire a abordé les aspects historiques, techniques et économiques de la pêche côtière en Tunisie et ouvert la porte au comparatisme avec des communications sur l'Italie, la France et la Mauritanie.

Les rapports que, de tout temps, les Tunisiens ont entretenus avec la mer, source d'activités économiques directes (P.TROUSSET), ou voie d'accès à d'autres marchés (M.FANTAR) sont au centre de travaux d'histoire qui permettent également, croisés avec d'autres approches, de mieux connaître l'évolution du tracé et des milieux côtiers. Cette connaissance est fondamentale pour la compréhension du comportement géologique des côtes, indispensable à leur aménagement.

L'impact de l'activité anthropique va bien au delà du tracé des côtes et, s'agissant de la pêche, se répercute sur les stocks halieutiques dont la surexploitation dans certaines zones s'ajoute aux effets de la pollution entraînant un déséquilibre inquiétant de l'écosystème marin (H.LABAIED et A.OUSLATI).

L'évolution des techniques de pêche n'est pas non plus sans impact. Ainsi, si les techniques traditionnelles qui sont encore en usage autour de l'archipel de Kerkennah ou dans la région de Zarzis, respectent la reproduction des espèces, l'introduction de techniques plus performantes risque, si l'usage n'en est pas réglementé, d'aggraver le déséquilibre (M.N. BRADAI).

L'économie de la pêche côtière en Tunisie a été très peu étudiée. Aussi les contributions réunies ici apportent-elles des indications fort intéressantes sur les différents systèmes de pêche, avec des éléments de comparaison par rapport à certaines régions de France, d'Italie et de Mauritanie.

- ▲ Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales - CERES - 23, rue d'Espagne - 1000 Tunis.

**CAHIER
DU C.E.R.E.S.**
Série sociologie - N° 24

Ruralité urbanité et exclusion sociale au Maghreb

Ces cahiers présentent les actes de deux rencontres maghrébines tenues à Tunis : *Ruralité-urbanité au Maghreb* (1993) et *L'exclusion sociale et le devenir des sociétés* (1994). L'objectif de ces rencontres était de mener une réflexion interdisciplinaire et comparative sur les formes de la pauvreté, la marginalité et de l'exclusion dans le milieu urbain et rural et de comprendre les déterminismes sociaux qui les engendrent.

L'approche s'inscrit dans une perception globale : sociologues, psychologues, économistes et critiques littéraires se sont attelés à la tâche pour décrypter ces phénomènes. Les contributions cherchent à concilier théorie et connaissance du milieu social.

Les sociologues ont étudié des catégories de démunis : tels les *enfants ramasseurs d'ordure* dans le milieu urbain, les ruraux affrontant le manque d'eau, les handicapés et la question de leur insertion sociale. D'autres problèmes sont abordés, parmi lesquels la dimension culturelle de la pauvreté, le désarroi des ruraux confrontés aux programmes d'aménagement ou celui des jeunes face au temps libre. Les psychologues enquêtent sur la population carcérale et sur les pauvres. Les économistes réfléchissent sur l'aspect macro-économique de la pauvreté.

L'exclusion est perçue comme un phénomène social spécifique de cette fin de siècle. Elle serait le résultat de l'échec des programmes de développement. Les groupes fragiles que constituent les chômeurs, les jeunes, les femmes et les immigrés, sont les premières victimes de l'exclusion, de la marginalité et de la répression qui s'ensuit.

La question se pose alors du devenir réservé aux masses exclues. Et on se demande si l'intégrisme et les régimes d'extrême droite de type raciste ne seraient pas avant tout une réponse socio-culturelle à l'exclusion.

- ▲ Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales - CERES - 23, Rue d'Espagne - 1000 Tunis.

**INTERNATIONAL
JOURNAL OF MIDDLE
EAST STUDIES**

N° 3 - vol 27 - août 1995

En remettant en cause l'histoire officielle israélienne et sa version de la guerre de 1948, c'est au mythe même de la création de l'Etat hébreu que s'attaque une nouvelle génération d'historiens israéliens. Ceci explique que la polémique déclenchée à la fin des années 1980 a parfois pu prendre une tournure violente. En effet, sur la base d'archives récemment rendues accessibles, ce courant historiographique dont se réclame explicitement A.SHLAIM (*The Debate about 1948*) a entrepris la critique radicale des dogmes les mieux établis d'une histoire qui n'est à ses yeux qu'une propagande de vainqueurs. Sont ainsi revisités : le rôle de l'ex-puissance mandataire britannique, les forces militaires en présence, l'origine du problème des réfugiés palestiniens, les relations israélo-jordaniennes, les buts de guerre des armées arabes, les causes de l'impossible paix...

A partir de l'observation des Frères musulmans dans l'Egypte contemporaine, S.ABED-KOTOB se livre à un autre type de relecture, portant sur la philosophie, les buts et les stratégies de ce groupe. Cet article (*Muslim Brotherhood*) s'inscrit dans la ligne de travaux qui invitent à introduire des nuances dans une analyse souvent trop monolithique de l'islam politique, et à reconsidérer les rapports entre islamisme et démocratie. Par ailleurs, H.KAYALI examine le processus de modernisation dans l'Empire ottoman en étudiant les élections tenues entre 1876 et 1919 (*Elections in the Ottoman Empire*), tandis que R.A.HINNEBUSCH propose une analyse de l'équilibre entre Etat et marché dans le contexte de la libéralisation économique syrienne (*Economic Liberalization in Syria*).

- ▲ The Middle East Studies Association of North America - Department of History - University of California - Santa Barbara - California 93106 - USA.

COMMUNICATIONS

N° 58 - 1994

L'écriture des sciences de l'homme

Réunis autour de la question de l'écriture, de nombreux scientifiques tentent de dire, d'écrire ce qu'écrire veut dire.

Qu'ils partent de leur propre souffrance à produire un écrit à partir d'une expérience ou d'un savoir acquis, de la difficulté d'accéder à l'autre, le lecteur, de lui être accessible sans se renier, qu'ils disent la nécessité de cette écriture, témoignage parfois, et la responsabilité du savant devant le plus grand nombre, qu'ils abordent l'éthique d'une écriture scientifique comme un devoir, un gage de liberté ou qu'ils soulignent les innombrables contraintes du genre, économiques, techniques mais aussi institutionnelles, tous relèvent la centralité de l'écriture pour le scientifique, en tant que médiateur du savoir.

Ecrire, transcrire, transmettre, produire, dire, redire, traduire, publier, tout en disant et se disant, parfois en laissant entendre, parfois en affirmant, ou échafaudant, en tentant de convaincre, tout cela en respectant les lois du genre qui requièrent de l'érudition, du style, de l'originalité, du sérieux et de la consistance, voilà l'exercice d'écriture scientifique sous toutes ses facettes, tel qu'il est abordé ici.

Le lecteur saisira le fond -mais aussi la forme- de la question de l'écriture scientifique à travers des textes parmi lesquels nous pouvons, un peu arbitrairement mettre en exergue ceux de G.BALANDIER, F.AFFERGAN, M.KILANI, P.SANSOT et R.LOURAU pour leur valeur exemplaire.

- ▲ EHESS - Centre d'Etudes Transdisciplinaires - CETSAP - 105, bd Raspail - 75006 Paris - tel : (1) 45 48 27 68

LE DEBAT
N° 87 - novembre-
décembre 1995

L'Europe communautaire serait-elle un *objet politique non identifié* ? La perte de souveraineté que subissent les Etats-nations n'est pas restituée dans la chair d'une entité politique nouvelle, car l'Europe ne dispose d'aucune des conditions et attributs (volonté souveraine, nation et peuple) de l'existence politique. Il semblerait également qu'il y ait un contraste choquant entre une Europe envahissante, s'arc-boutant sur les détails matériels les plus futiles et l'impuissance politique dont l'Union européenne fait parfois preuve (B.FARAGO).

Il faut rappeler que cette impuissance est davantage celle des Etats membres que de l'Europe en tant qu'acteur collectif. Ce sont eux qui privent l'Europe de moyens d'action et demeurent réticents aux abandons de souveraineté. Pourtant, la construction européenne n'est pas un processus de disparition de la souveraineté mais une stratégie destinée à reconquérir, en la partageant, une influence que les nations européennes ne sont plus en mesure d'exercer seules, rappelle D.BOCQUET, O.BEAUD faisant valoir les ressources originales de la fédération.

Entre la montée des régulations juridiques et la poussée des réquisitions éthiques, reste-t-il encore une place pour le politique ? P.RAYNAUD tente de répondre à cette interrogation fondamentale en analysant les motifs et les effets de l'ascension du droit au sein des démocraties, au travers d'un parallèle entre le cas américain et le cas français. J. DE MAILLARD propose une généalogie critique de l'appel à l'éthique au sein de nos sociétés qui en fait ressortir les ambiguïtés et les périls.

E.BADINTER, B.BACZKO et M.PERROT font part de leurs réflexions au sujet du livre de M.OZOUF, *Les Mots des femmes*, qui renouvelle l'approche du mouvement féministe en France et aux Etats-Unis tandis que L.FERRY et A.FINKIELKRAUT livrent au débat leurs conceptions sur l'avenir de l'école française.

- ▲ LE DEBAT - 128, avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny - 77403 Lagny Cedex.

IRMC (Tunis) - CESH (Rabat) SOUTIENS AUX RECHERCHES DOCTORALES 1999

ANTHROPOLOGIE JURIDIQUE ET SOCIALE

Nawel GAFSIA, *L'acculturation juridique en Tunisie à travers la formation et la dissolution du lien matrimonial*, thèse en co-tutelle sous la dir. de Claude BONTEMPS et de Maître Sassi BEN HALIMA - Université de Paris XI - Université de Tunis III.

GÉOGRAPHIE

Pierre-Arnaud BARTHEL, *La question de l'eau et de l'aménagement urbain dans le Grand Tunis*, DEA sous la direction de Jean-Paul BRAVARD - Université de Paris IV.

Vincent BISSON, *Dynamiques comparées de l'urbanisation en milieu tribal (Jordanie, Mauritanie, Tunisie) : similitudes et différences*, Thèse sous la dir. de Pierre SIGNOLES - Université de Tours.

HISTOIRE CONTEMPORAINE

Laurent ESCANDE, *Le pèlerinage à La Mecque des Algériens, Tunisiens et Marocains durant la première moitié du XXe siècle*, Thèse sous la dir. de Robert ILBERT - Université de Provence.

Christophe GIUDICE, *Les acteurs de la construction de la ville européenne de Tunis à l'époque du Protectorat*. Thèse sous la dir. de Daniel RIVET - Université de Paris I.

David LAMBERT, *Notabilités coloniales au Maghreb dans la première moitié du XXe siècle*, Thèse sous la dir. de Daniel RIVET, Centre de recherches africaines, Paris I.

SCIENCE POLITIQUE

Babak Ali NARAGHI, *ENDA interarabe*, Mémoire de fin d'études sous la dir. de Michel CAMAU - Institut d'Etudes Politiques - Aix en Provence.

SCIENCES SOCIALES - SOCIOLOGIE

Hager BETTAIEB, *Les valeurs culturelles, les représentations sociales et le comportement d'achat : étude interculturelle France-Tunisie*, Thèse sous la dir. de Pierre VERGES - Université de Provence

Mohamed OUARDANI, *Espace privé tunisien entre tradition et modernité : socialisation et espaces de socialisation*, Thèse sous la dir. de Patrick WATIER - Université des Sciences Humaines de Strasbourg.

Youssef SEDDIK, *Stratégies des acteurs et développement des organisations : le cas de l'office national des chemins de fer marocains (ONCF)*, thèse sous la dir. de Renaud SAINSAULIEU, Université de la Sorbonne Nouvelle, Paris III.

Ousmane WAGUE, *Projets de développement et populations rurales en Mauritanie*, Thèse sous la dir. de Khemaïs TAAMALLAH - Université de Tunis I.

ÉCOLE D'ÉTÉ DU CENTRE ROBERT SCHUMAN (Institut Universitaire Européen)

Flux transméditerranéens : promesses, peurs et institutionnalisation, Florence, 5-15 juillet 1999

Date limite des candidatures : 5 mai 1999

Cette école d'été, placée sous la direction de Ghassan SALAMÉ (IEP-CNRS-Paris), est proposée aux doctorants et post-doctorants ayant une bonne connaissance de la langue anglaise et/ou française, sans condition d'âge ou de nationalité. Les participants seront répartis en trois ateliers : Economie, finance et développement ; Sécurité, conflits et migration ; Représentations, culture et religions.

Renseignements et inscriptions : Valérie AMIRAUX
E-mail : amiraux@datacomm.iue.it - tél : 00 39 055 50 014 87 - fax : 00 39 055 46 85 770.

BOURSES MICHEL SEURAT ET JEAN-PIERRE THIECK

La bourse Michel SEURAT 1998 a été attribuée à Emmanuel BONNE, doctorant de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, pour sa recherche *La justice en Syrie : institutions, pouvoir et société*, menée sous la direction de Bernard BOTIVEAU.

Une Fondation Jean-Pierre THIECK a été récemment créée pour honorer la mémoire de ce chercheur, spécialiste des pays arabes et musulmans. La Fondation propose, chaque année, une aide à la recherche doctorale ou post-doctorale, sous différentes formes. L'historienne Nora LAFI, première lauréate, a été distinguée, le 20 janvier 1999, pour ses travaux sur la magistrature urbaine du *cheikh al-bilad* (au Maghreb et au Machrek), ainsi que pour sa recherche doctorale *Tripoli (Libye), histoire sociale et urbaine (1795-1911)*, menée sous la direction de Robert ILBERT.

SOUTENANCES DE THÈSE

Jean-Pierre CASSARINO, *Tunisian New Entrepreneurs and Their Past Experiences of Migration in Europe - The Formation of Network Mechanisms*, thèse de doctorat de l'European University Institute, soutenue à Florence en décembre 1998, sous la dir. de Christian JOPPKE.

Fatma-Zohra GUECHI, *Qusanîna al-madîna wa-l-mujtama' fil al-nusf al-'awwal mina l-qarn al-thâlith 'ashar al-hijrî (min 'awâkhir al-qarn al-thâmin 'ashar 'ilâ muntasaf al-qarn al-tâsa' 'ashar)*, (Constantine : ville et société (fin XVIIIe-milieu XIXe siècle), thèse de doctorat en histoire, Université de Tunis I, soutenue le 20 février 1999, sous la dir. de Mohamed-Hedi CHERIF.

Yassine KARAMTI, *La ville, les saints et le sultan : étude sur le changement social dans la région de Nefta au XIXe et XXe siècles*, Doctorat en anthropologie sociale et historique, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales-Paris, 27 octobre 1998, sous la dir. de Lucette VALENSI.

Lahsen JENNAN, *Le Moyen Atlas central et ses bordures : mutations récentes et dynamiques de l'espace et de la société rurale*, thèse de géographie rurale, Université François Rabelais, Tours et URBAMA, 1998, sous la dir. de Jean BISSON.

12 janvier AIX-EN-PROVENCE
Les films documentaires produits au Maghreb avant les indépendances.

Rencontre organisée par l'Association *Mémoires Méditerranéennes* et l'Equipe de Recherches et d'Etudes en Communication (EREC).
Coordination : André RAYMOND
Mémoires Méditerranéennes
7, avenue Pasteur, 13617
Aix-en-Provence
Tél : 42 21 59 88
Fax : 42 21 52 75

19 janvier RABAT
Gestion de l'espace urbain et décentralisation : le cas de Chefchaouen.

Séance du séminaire *Recherches sur la ville* organisé par l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC).
Intervention : Jamal MOHAMER
Coordination : IRMC
1, rue Annaba (Rabat)
Tél : (212-7) 76 96 40
Fax : (212-7) 76 89 39

12-14 mars TUNIS
L'Espace local : développement et aménagement.

VIIème Colloque de Géographie Maghrébine organisé par l'Association des Géographes Tunisiens (AGT).
Coordination : Taoufik BELHARETH
AGT, 43, rue de la Liberté,
Le Bardo, 2019, Tunis

13 mars PARIS
La production des logements de pauvres à Fès.

Séance du séminaire *Immigration, ségrégation, recomposition urbaine* organisé par l'Institut Maghreb-Europe.
Coordination : Raymond GUGLIELMO
Institut Maghreb-Europe
Université Paris 8
2, rue de la Liberté
93526 Saint-Denis
cedex 02 (France)
Tél : 49 40 68 67
Fax : 49 40 68 10

21-22 mars PARIS
Structures autonomes et modèles étatiques : comparaisons et réciprociétés (Makhzen et Empire ottoman).

Séminaire organisé par l'Institut Maghreb-Europe.
Coordination : René GALLISSOT
Institut Maghreb-Europe
Université Paris 8
2, rue de la Liberté
93526 Saint-Denis
Cedex 02 (France)
Tél : 49 40 68 67
Fax : 49 40 68 10

29 mars - 3 avril ZAGHOUAN
Chrétiens et musulmans à l'époque de la Renaissance.

11ème Congrès International organisé par la Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information (FTERSI).
Coordination : FTESI
B.P. 50 (1118) Zaghouan (Tunisie)
Tél : 676 446
Fax : 767 710

10-12 avril RABAT
Stratégies pour l'intégration de la science et de la technologie dans les économies du Maghreb et les défis de la transition.

Conférence internationale organisée par le Réseau Maghrébin pour l'Intégration de la Science et de la Technologie dans le développement au Maghreb (MAGHTECH).
Coordination : Abdelkader DJEFLAT
Faculté des Sciences Economiques et Sociales
59655 Villeneuve d'Ascq (France)
Tél : 20 33 71 03
Fax : 20 43 66 55

11-12 avril PARIS
Crises et contestations au Machreq et au Maghreb.

Journées d'études organisées par le Groupe de Recherche sur le Maghreb et le Moyen-Orient (GREMAMO).
Coordination : B. DESTREMAU,
B. SEMMOUD
GREMAMO
Université Paris VII-Denis Diderot
2, Place Jussieu
75251 Paris
Tél : 44 27 47 01
Fax : 44 27 79 87

24-25 avril ORAN
Etudes urbaines et milieux naturels en Algérie.

Colloque organisé par le Groupe de Recherche sur le Maghreb et le Moyen-Orient (GREMAMO).
Coordination : A. PRENANT,
B. SEMMOUD
GREMAMO
Université Paris VII-Denis-Diderot
2, Place Jussieu
75251 Paris
Tél : 44 27 47 01
Fax : 44 27 79 87

29-30 mai OUJDA
Emigration, Espace et Investissement.

Rencontre internationale organisée par le Centre d'Etudes sur les Mouvements Migratoires Maghrébins (CEMMM) de l'Université Mohammed 1er d'Oujda.
Coordination : A. FALEH
Rectorat de l'Université Mohammed 1^{er}
B.P. 524 Oujda (Maroc)
Tél : 74 47 83/74 47 85
Fax : 74 47 79

APPELS À CONTRIBUTION

6-8 mars TUNIS
Structuration des entreprises et habilités organisationnelles : l'autre dimension de la mise à niveau.

Colloque international organisé par le Département des Ressources Humaines de l'Institut Supérieur de Gestion de Tunis. Les communications doivent parvenir avant le 15 janvier 1996.
Coordination : Sami BOUSSOFFARA
ISG, 41, avenue de la Liberté Bouchoucha, Le Bardo, 2000 Tunis
Tél : (216-1) 261 854
Fax : (216-1) 568 767

8-9 mars RABAT
Le financement des systèmes d'éducation et de formation professionnelle : débat sur la réforme.

Table ronde organisée par la Fondation Abderrahim BOUABID et le Groupe d'Etudes et de Recherches sur les Ressources Humaines (GERRH). Les communications doivent parvenir avant le 30 janvier 1996.
Coordination : Fondation Abderrahim BOUABID
123, rue de Palestine, Bettana, Salé
Tél : (212-7) 84 33 13/14
Fax : (212-7) 84 33 15

16-21 mai ZAGHOUAN
Pour un corpus d'archéologie ottomane dans l'espace de l'Empire ottoman.

Premier congrès international d'archéologie co-organisé par la Fondation Temimi pour la Recherche Scientifique et l'Information (FTERSI) et l'Institut National du Patrimoine (INP).
Coordination : FTESI
B.P. 50 (1118) Zaghouan (Tunisie)
Tél : 676 446
Fax : 676 710

SEMINAIRE Recherches sur la ville
IRMC - Rabat

Première séance **Conférence**
12 décembre 1995 **Nouveaux regards sur la citoyenneté dans le Monde arabe**

Michel LUSSAULT

Dans le cadre des activités du laboratoire URBAMA, des chercheurs en sciences sociales conduisent une réflexion sur la notion de citoyenneté, entendue comme un nouvel outil permettant de saisir les modalités de production, d'organisation et de régulation des espaces urbains contemporains.

Envisagée dans cette perspective, la citoyenneté n'est autre que le rapport d'un sujet - i.e. un acteur social, qu'il soit un individu ou ces acteurs très particuliers que sont les groupes, les institutions... - à un objet : en l'occurrence, le monde urbain. Ce rapport est médiatisé par un système de signes, qui permet l'analyse. Le mot signe est envisagé dans une acception large : il renvoie à tout ce qui, à la fois, permet et manifeste une relation d'un individu ou d'un ensemble à la ville : mot, discours, icônes, attitudes, usages particuliers de l'espace, etc.

La citoyenneté serait donc une structure - très complexe - de représentations fondant des pratiques, celles-ci en retour, par réflexivité, contribuant à modifier celles-là. On peut y voir une sorte d'imaginaire social instituant - l'organisation socio-spatiale et son fonctionnement constituant dès lors le niveau institué - et non pas simplement le produit, car ce terme semble réducteur et pourrait laisser penser à une causalité linéaire simple entre l'idéal producteur et le matériel produit. En réalité, entre l'instituant et l'institué il existe un va et vient incessant - ce qui a été institué devenant ensemble instituant.

Chaque acteur social possède donc une citoyenneté, protéiforme, qu'il investit dans chaque action urbaine, de la plus triviale à la plus ambitieuse, selon des registres d'engagement divers, et qu'il est amené à médiatiser, plus ou moins volontairement et efficacement, par des signes de nature très diverses, constituant un matériau explicatif de ses agissements. Les actes, les usages de la ville de tout individu, sont imprégnés par un ensemble hétérogène, intériorisé, de prescriptions, de normes, de valeurs citoyennes ; ensemble que la teneur même et la configuration de ces actes, ainsi que les récits de toutes sortes construits pour les justifier et les expliquer, avant, pendant ou après, contribuent à révéler.

La citoyenneté constituerait donc une constellation de représentations en acte de la ville, nourrissant des manières de faire, en même temps qu'une compétence de l'acteur à cohérer ces manières en une représentation d'une stratégie qu'on veut souvent rationnelle et/ou intentionnelle, livrant à lui-même et aux autres le sens social de son action urbaine, tout en lui affectant une place dans le champ des valeurs idéologiques du moment ; bref, une structure mythico-rituelle performative.

Quatre niveaux d'énonciation d'une citoyenneté ont été analysés : les spécialistes de la ville, les grands intervenants socio-politiques, les médias, les citoyens "ordinaires".

Notes de séances et extrait de "La citoyenneté : pour une approche problématique", in M. LUSSAULT (éd.). - *A propos de la citoyenneté dans le Monde Arabe*, (Actes de la table-ronde sur la citoyenneté, Tours, 29-30 juin, 1992). - Tours : URBAMA, coll. fasc. de recherche, sous presse.

Michel LUSSAULT, maître de conférences à l'Université de Tours, est rattaché au Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Urbanisation dans le Monde Arabe (URBAMA). Il est par ailleurs directeur adjoint de la Maison des Sciences de la Ville de Tours. Il a notamment publié : *Tours : images de la ville et politique urbaine* - Tours : Maison des Sciences de la Ville, université de Tours, 1993 (Collection Sciences de la Ville, 3) et dirige, entre autres, le *Bulletin international de sémiotique de l'image (EIDOS)*.

REUNION **Anna BOZZO**
DE RECHERCHE

IRMC - Tunis
8 janvier 1996
17 heures 30

Les relations entre Constantine et Tunis au XIXème siècle. A propos des dynamiques d'intégration sub-régionale au Maghreb.

Anna Bozzo est professeur d'Histoire de la civilisation arabo-islamique à l'Université de Rome III. Elle collabore depuis 1978 avec le Centre d'Etudes Politiques Internationales (CESPI) de Rome et les revues *Africa e Mediterraneo*, *Oriente Moderno*, *Africana*, *Università del Mediterraneo*. Elle est, par ailleurs, membre correspondant de la revue *Confluences-Méditerranée*.

Anna Bozzo a notamment publié *Islam e laicità in Algeria : la società algerina dal colonialismo all'indipendenza*. - Roma : IPO, 1992, 178 p. ; *L'Algeria nei documenti dell'Archivio di Stato di Napoli (1782-1862)*. - Roma : IPO, 1992, 413 p. (Fonti e studi italiani per la storia dell'Africa . 8) et «Le relazioni tra Costantina e Tunisi nel XIX secolo. Per uno studio delle dinamiche sub-regionali a latere dei processi nazionali nel Maghreb», *Africana*, 1994, n°1, p. 35-53 (organe de l'Association des Africanistes Italiens).

**JOURNEES
SCIENTIFIQUES**

IRMC-Tunis
15-16 décembre
1995

Recherches urbaines : processus de production et acteurs de la ville

Francis GODARD, directeur de recherche au CNRS, est directeur-adjoint du Programme Interdisciplinaires sur la Ville (PIR-Villes). Il est rattaché au Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés (LATTS) à l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées.

Territoires urbains et modes de territorialisation

Première étape pour une pensée prospective de la ville, le dépassement d'obstacles de trois ordres : l'adoption d'une démarche normative et planificatrice ou, à l'inverse, recentrée sur le procédural ; la réduction de la ville à des problèmes sectoriels : sa diabolisation.

La question qui se pose aujourd'hui avec acuité est celle des métropoles et de leurs modes d'organisation. Des tendances fortes existent en France comme dans la plupart des grandes villes du monde, l'étalement urbain avec le développement d'hypermarchés en périphérie, de voies rapides, de nœuds routiers... et ses effets induits : l'accroissement de la vitesse, l'éloignement des lieux de travail et de résidence, «l'effet tunnel» ou autrement dit la perception de la ville à partir de ses nœuds auto-routiers et, donc, la perception d'une ville fragmentée spatialement. L'automobile apparaît comme l'un des instruments de ces nouveaux modes de territorialisation. Ces tendances s'accompagnent d'une modification des temporalités urbaines : l'*automatisation* et la *désynchronisation* entraînent des recompositions dans la famille et, peut-être plus difficilement, dans la vie sociale.

Jean-Samuel BORDREUIL, chercheur au CNRS, est rattaché au laboratoire Méditerranéen de Sociologie (LAMES) d'Aix-en-Provence

Centralité et territorialité : le cas de New York

L'établissement à Soho (à Lower Manhattan) à partir des années soixante d'une colonie d'artistes et l'accession de ce quartier à une position centrale sur le marché international de l'art constituent deux processus souvent analysés séparément. Or, leur compréhension passe par le croisement de questions qui ont trait aux champs de la sociologie urbaine et de la sociologie de l'art : celles de l'importance des facteurs symboliques dans les recompositions socio-spatiales et de l'articulation entre champ culturel et espace physique.

A Lower Manhattan, la *gentrification* (remplacement de populations modestes par des classes plus aisées) - thème présent dans les études de sociologie urbaine sur les villes anglo-saxonnes et nord-américaines dans les années soixante-dix - s'est heurtée au fort ancrage territorial des minorités ethniques. A Soho, on ne peut pas non plus proprement parler de *gentrification* : l'entrée des artistes dans ce quartier de friche industrielle s'explique par un *triple vide, territorial, économique et stratégique*. Mais c'est aussi parce qu'ils ont su affirmer leur position critique dans le champ de l'art en mobilisant l'espace de Soho que les artistes ont pu conforter leur implantation urbaine, diffuser leurs créations à l'échelle mondiale et, au-delà, une manière d'habiter la ville. Centralité et territorialité constituent ici deux phénomènes indissociables.

Michel PERALDI, chercheur au CNRS et professeur à l'Université de Toulouse II, est rattaché à l'Equipe de Recherche sur les Modes de Production et l'Environnement Social (ERMOPRES)

Logiques de quartiers et politiques urbaines, le cas de Marseille

Après une phase d'expansion métropolitaine, Marseille s'appauvrit ; elle n'en est pas moins le siège d'un dispositif politico-administratif puissant. Quelles formes sociales et territoriales cela induit-il ?

La ville est segmentée : un nord pauvre et un sud riche. Les différences ethniques y sont présentes, mais stériles dès lors qu'il s'agit de constituer un support à l'identification du quartier. Belsunce, au centre, est occupé par un commerce international ramifié et cosmopolite, surtout maghrébin, qui fonctionne sur l'oralité, le formel et l'informel. Ce dispositif commercial structuré, source de richesses, suscite des réactions chez les autres commerçants. Un débat politique est engagé autour de la légitimité d'une telle activité à occuper un espace central. La segmentation est dans ce quartier aussi la règle : à côté des classes moyennes appuyées sur des dispositifs administratifs, incapables de s'organiser en communautés, une population commerçante, inscrite dans des réseaux largement ouverts sur l'extérieur, produisant du communautaire mais pas de communautés. Quant aux cités HLM des quartiers-nord, relevant d'un projet remis en cause avant même leur occupation, elles sont gérées aveuglément et finalement investies à la fois par des médiateurs du travail social et des militants.

S O M M A I R E

POSITIONS DE RECHERCHE	3
De l'individu à l'acteur : A propos de Soumis et rebelles les jeunes au Maroc par Mounia BENNANI-CHRAÏBI Paris : Casablanca - CNRS : le Fenec - 1995 Elizabeth PICARD	
RECHERCHES EN COURS	11
Développement touristique et société locale dans le Haut-Atlas central marocain : quelle production spatiale autochtone ? Lydie PEZELET	
VIENT DE PARAÎTRE	17
REVUES	21
CALENDRIER SCIENTIFIQUE	24
ACTIVITES DE L'IRMC	26

المحتويات

3	مواقف بحث : "من الفرد إلى العنصر الفاعل" حول كتاب منية بناني-شرايبي الخاضعون والثائرون : الشباب في المغرب الأقصى. إليزابيث بيكار
11	بحوث بصدد الإزجار : "التنمية السياحية والمجتمع المحلي في الأطلس الأعلى الأوسط بالمغرب الأقصى : أي مجال أنتجه الأهالي ؟" ليدي بيذلي
17	آخر ما صدر
21	المجلات
24	البرنامج العلمية
26	أنشطة معهد البحوث المغربية المعاصرة
